

Elections européennes : la campagne de Lutte Ouvrière

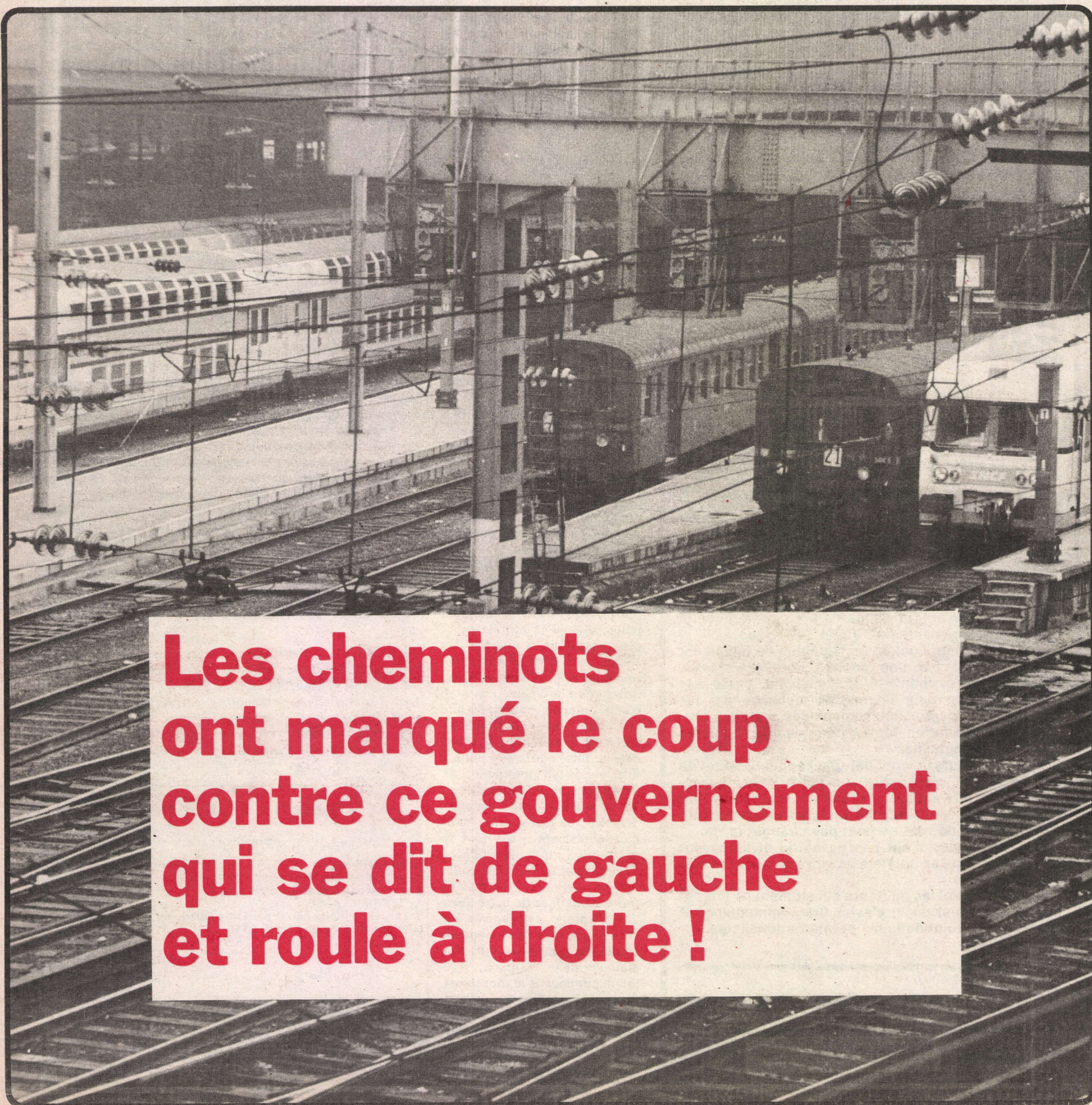
P. 10 et 11

LUTTE OUVRIÈRE

**Les
mouvements
à
la S.N.C.F.**

P. 4 et 5

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 834 - 26 mai 1984 - prix : 6 F



**Les cheminots
ont marqué le coup
contre ce gouvernement
qui se dit de gauche
et roule à droite !**

sommaire

Dans le monde

Page 8 :

- Espagne : chute des voix socialistes et victoire de la droite nationaliste en Catalogne.

Page 9 :

- Grande-Bretagne : les dirigeants syndicaux ne veulent pas entendre parler de solidarité avec les mineurs.
- RFA : la grève dans la métallurgie limitée par les comptes d'apothicaire du syndicat.

En France

Pages 4 et 5 :

- Les grèves à la SNCF.

Page 6 :

- A quoi sert d'être député ? ; l'honneur est sauf... les commandes aussi.

Page 7 :

- Les 35 heures et le gouvernement : faire semblant de donner un peu, pour reprendre beaucoup.

Pages 10 et 11 :

- Elections européennes : extraits de la conférence de presse d'Arlette Laguiller qui conduit la liste de Lutte Ouvrière.

Pages 12 et 13 :

- Citroën Aulnay : les travailleurs ont marqué des points.
- Leroy-Somer Angoulême : débrayages contre un licenciement et des sanctions.

Page 14 :

- La journée « Le Creusot ville en lutte » organisée par les syndicats.
- VIA Assurances Paris 9^e ; SGF Sainte-Jamme (Sarthe).

Pages 15 et 16 :

- La souscription pour la liste de Lutte Ouvrière aux Européennes.

Page 20 :

- Tous à la fête les 9, 10 et 11 juin.

Culture

Page 17 :

- J.F. Batellier et son *Dazibao humoristique itinérant*.

Pages 18 et 19 :

- Livre : *16 fusillés à Moscou* de Victor Serge.
- Film : *La fête à Gion* de Mizoguchi.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

DANS NOTRE COURRIER

Dans une PME de la région de Saint-Etienne : une première réaction aux attaques du patron

Un de nos lecteurs de Saint-Etienne nous écrit pour nous signaler ce qui vient de se passer récemment dans son entreprise.

« Je travaille à la société Coméfor, à la Roche-la-Molière, près de Saint-Etienne, société classée en France dans les cinq premières P.M.E. de sous-traitance et qui fait vivre environ 200 salariés.

Après divers grignotages de primes et le blocage des augmentations depuis deux ans, la direction annonce, à la fin mars, le dépôt de bilan avec continuation d'activité. Face à cela le personnel, démoralisé et divisé, n'a pas su s'organiser afin d'éviter ou au moins de limiter les licenciements qui

allaient fatalement suivre.

Le 11 avril, sans qu'aucune action sérieuse ne soit entreprise par le personnel, 79 personnes furent licenciées.

Devant l'absence de réaction des travailleurs et sous prétexte d'équilibrer le compte d'exploitation générale, la direction continua sur sa lancée et annonça un train de mesures, dont la suspension du 13^e mois.

Le moment de torpeur passé, après une réunion qui mit en évidence une prise de conscience générale, une grève perlée fut décidée, pour défendre les acquis. Résultat : malgré l'envoi de lettres de chantage au chômage pour diviser les salariés et devant l'hostilité de

l'ensemble du personnel, la direction se vit contrainte d'accepter que toutes les primes soient englobées dans le salaire de base et que le 13^e mois soit indexé sur le résultat.

Il faut préciser que les primes représentent environ 30 % du salaire et qu'elles risquaient d'être à leur tour grignotées, en tant que primes exceptionnelles.

Cette petite action victorieuse nous fait regretter notre passivité lors des licenciements, car elle a montré qu'il était possible de faire reculer la direction. C'est une leçon pour l'ensemble des travailleurs de l'usine, qui se sont laissés trop vite démoraliser. »

Un lecteur de Saint-Etienne

De droite ou de gauche, une police anti-jeunes

« Je vous adresse ci-joint une première contribution pour votre campagne électorale, afin que les travailleurs y soient entendus. Je regrette à nouveau que les révolutionnaires et surtout le courant trotskyste n'aient pas pu présenter une liste unique.

Je profite de ce courrier pour signaler un point qui redevient insupportable : c'est celui de l'inquisition au nom de la sécurité. La loi « sécurité et liberté » a été abrogée, mais les pratiques antérieures ont repris de plus belle. Ainsi, si l'on est jeune, il devient difficile de se promener dans le quartier des Halles, sans être soumis à une fouille en règle. C'est ce qui est arrivé dernièrement au mari d'une collègue, pourtant « bon chic, bon genre », et le jeudi 4 mai à ma fille. Celle-ci a 19 ans. Elle a une coiffure « punk ». Elle s'est fait interpeller et, après contrôle d'identité, elle a été soumise à une fouille et un contrôle poussés. Les deux flics lui disaient : « Dis-nous où tu as mis la drogue, sinon on t'emmène et on te fout à poil ». Elle est revenue à la maison très traumatisée de cette aventure. Ce matin, deux agents à la station Laplace guettaient les étudiants qui, se rendant à la Maison des examens, sautaient par dessus le tourniquet. Pendant ce temps il n'y avait personne pour régler la circulation dans ce quartier particulièrement encombré.

De même, lorsque l'an dernier j'ai été cambriolé, il m'a

fallu aller chercher et reconduire l'inspecteur avec ma voiture pour refaire le constat, car le commissariat n'avait pas de moyen de transport disponible.

Le gouvernement socialiste, comme ses prédécesseurs, se livre à des opérations psychologiques et prouve qu'il ne se sert pas de la police pour la vraie protection des citoyens ».

Amicalement, L. Q.
Arcueil (92)

Nous te remercions de ton soutien et des petites informations que tu nous communique.

En ce qui concerne tes regrets de ne pas voir les révolutionnaires, et surtout le courant trotskyste, se présenter unis aux élections européennes, cela en réalité ne nous paraît pas gênant. Pour nous,

révolutionnaires, les élections ne sont pas un but en soi : elles ne sont qu'une occasion à saisir de nous exprimer plus largement que nous ne pouvons le faire en temps ordinaire. Alors, autant faire entendre chacun notre point de vue, avec toutes ses nuances, le plus clairement possible.

Et si les élections ont aussi ce petit intérêt d'être un sondage grandeur nature de l'impact qu'auront nos idées dans l'opinion publique, nous pouvons être d'avance sûrs que les observateurs politiques, les journaux, la radio ne manqueront pas d'additionner les voix obtenues par les différentes listes présentées par les révolutionnaires (pour l'instant nous n'en connaissons que deux) pour comptabiliser les voix de l'extrême-gauche.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Les cheminots ont marqué le coup contre ce gouvernement qui se dit de gauche et roule à droite

A PRÈS les mouvements spontanés de cheminots la semaine passée, la grève des 24 et 25 mai semble avoir été une des plus suivies que la SNCF ait connues depuis des années.

Cela prouve une chose : que le mécontentement est grand chez les cheminots, comme dans l'ensemble de la classe ouvrière. Comment ne pas être mécontents, en effet, du chômage qui augmente, du freinage des salaires, du blocage de l'embauche et de la détérioration des conditions de travail ? Comment ne pas être mécontents quand la droite tient le haut du pavé, alors que la gauche abandonne ses propres idées en faisant la démonstration qu'elle est incapable de les réaliser ?

Et cette grève des cheminots montre un mécontentement d'autant plus grand qu'ils l'ont faite sans illusion. Car il était évident pour eux tous que les mouvements organisés et proposés par toutes les centrales syndicales, pour une fois d'accord, mais limités à 24 heures, ne pouvaient suffire à faire reculer le gouvernement. Parce que c'est une question d'argent. Pour diminuer les impôts, ce qui est un cadeau aux plus riches, le gouvernement a annoncé qu'il allait faire des économies sur les services publics. Ce qui voudra dire réduire les budgets des transports en commun, des hôpitaux, de l'Education nationale, des PTT. Oh, pas les budgets qui concernent les commandes aux entreprises en coûteux gadgets électroniques, mais ceux destinés à payer les salaires des hommes et des femmes nécessaires au bon fonctionnement de tous ces services. Cela fait partie d'une politique globale du gouvernement, qui dans la crise s'est rangé complètement du côté de la bourgeoisie, pour baisser les salaires et pour supprimer les lois sociales qui protégeaient un tant soit peu les travailleurs contre les fermetures d'entreprises.

Tout le monde sait, les cheminots les premiers, que ce ne sont pas 24 heures qui suffiront pour faire céder le gouvernement. Pour le faire reculer, il faudrait une épreuve de force. Il faudrait arrêter les trains une semaine, deux

semaines, un mois s'il le faut, de façon à savoir qui est le plus fort, des travailleurs ou de la bourgeoisie. Et pour que cela soit possible, il faudrait appeler l'ensemble du monde du travail à la rescousse. Au lieu de quoi, les centrales syndicales séparent les mouvements, les isolent, un jour les postiers, un jour les métallos de l'automobile, un autre les sidérurgistes, ensuite ceux de la SNCF...

Pour faire reculer le gouvernement, il faudrait que les centrales syndicales montrent qu'elles sont déterminées à mener la lutte contre la bourgeoisie et le gouvernement, et qu'elles redonnent ainsi confiance aux travailleurs dans leurs possibilités de gagner l'épreuve de force. Mais c'est trop demander aux appareils syndicaux qui sont tous, d'une façon ou d'une autre, beaucoup trop liés au gouvernement.

Et si les cheminots se sont mis en grève, tout en sachant à l'avance que le mouvement n'aboutira pas, c'est au moins pour marquer le coup et montrer leur mécontentement.

Mais l'électorat de gauche va aussi peut-être montrer son mécontentement et marquer le coup aux élections européennes. Car ce n'est un secret pour personne qu'une grande partie de cet électorat, l'électorat ouvrier, n'attend plus rien des partis de gauche, tout en n'attendant pas plus des partis de droite.

Et si Lutte Ouvrière présente à ces élections une liste qui comprend quatre-vingt-un militants de grandes entreprises du pays, c'est pour que dans cette campagne il y ait des hommes et des femmes qui ne soient pas de droite qui puissent dire que les travailleurs en ont assez de la politique de ce gouvernement, assez de le voir déconsidérer les idées de gauche, assez de le voir déconsidérer la classe ouvrière.

C'est pour dire que les travailleurs savent qu'un gouvernement de bâbord ou de tribord, c'est toujours la même galère, et qu'ils ne rameront pas toujours !

Arlette LAGUILLER

Ecole privée :

La droite en croisade, la gauche en pénitence

Présentant le projet de son ministre Savary en matière de subventions à l'école privée, Mauroy a estimé qu'il s'agissait là « d'une œuvre de réconciliation nationale ». Ce n'est peut-être pas celle à laquelle pensait Mauroy, mais il n'a pas tout à fait tort : le gouvernement a réalisé au moins l'unanimité contre lui. Les partisans de l'école laïque, eux, s'estiment floués par les augmentations des subventions et des avantages divers accordés à l'école privée. Quant aux tenants du privé, ils ont déclenché la tempête dans les bédouilles parce qu'ils jugent l'obole insuffisante.

Et pourtant, la semaine dernière, le gouvernement avait presque espéré être au terme de son chemin de croix. Cela fait maintenant trois ans que, de manifestations de l'école privée en négociations, d'entrevues gouvernementales avec des évêques en messes basses de toutes sortes, le gouvernement abjure tout ce qui pouvait lui rester de conviction laïque pour tailler une loi sur mesure à l'école privée. Alors, afin d'éviter que quelques députés socialistes ou communistes aient la tentation de dire ce qu'ils pensent du projet Savary ou, on ne sait jamais, de voter contre, le gouvernement a préféré leur épargner tout cas de

conscience en utilisant l'article « 49-3 », une procédure qui permet de faire adopter une loi sans que les députés l'aient votée.

En effet, en cas d'utilisation de cet article de la Constitution par le gouvernement, son projet de loi est considéré comme adopté à l'issue du débat, sauf si des députés déposent une motion de censure et qu'une majorité d'entre eux la votent, faisant tomber le gouvernement du même coup. Comme il n'est évidemment pas question que les députés de gauche censurent le gouvernement, cette procédure offre l'avantage au gouvernement de faire passer le projet Savary sans que les députés PS et PC aient à voter formellement en sa faveur. Il leur suffit de laisser faire. Ponce Pilate s'en frotterait les mains ! C'est là une pratique dont la gauche, quand elle était dans l'opposition, avait maintes fois dénoncé le caractère antidémocratique.

Toutefois, au tout dernier moment, Mauroy a eu une sorte de remords et s'est décidé à faire une aumône, disons plutôt une promesse d'aumône, aux maires de gauche anticléricaux. Les communes qui le souhaiteraient pourraient couper toute subvention aux établissements privés qui, dans huit ans, compteraient

encore moins de 50 % d'enseignants non titulaires. Dans ce cas, l'Etat devrait se substituer aux communes pendant trois ans au moins. Dans huit ans, notez bien, quand la gauche ne sera probablement plus au gouvernement pour se porter garante de sa concession d'aujourd'hui.

Ce misérable geste en direction de l'électorat laïque n'a eu qu'un seul effet : donner le signal d'une nouvelle levée de boucliers de la part des partisans du privé. Du coup, des manifestations ont eu lieu le 23 mai et d'autres sont annoncées pour les semaines qui viennent. Il serait même question d'en organiser une le 16 juin, veille des élections européennes, tandis qu'au Parlement Chirac prend la tête de la nouvelle croisade... en déposant une motion de censure.

Le gouvernement, donc, ne sait pas trop où il va, mais il y va. Les députés PS et PC, eux, ne sont là que pour dire amen, même si l'hostie leur reste en travers de la gorge. Il reste la droite qui, elle, en trois ans, a pris ses habitudes : il lui suffit de descendre en procession dans la rue pour que le gouvernement récite son acte de contrition. Nouveau gouvernement, nouveaux rites !

M.R.

26-27 mai :

Rassemblement

des travailleurs

contre l'austérité

Ce week-end, les camarades de la Ligue Communiste Révolutionnaire organisent au Bourget, en banlieue parisienne, un Rassemblement des travailleurs contre l'austérité et contre l'Europe capitaliste. La LCR appelle à participer à ce rassemblement tous les travailleurs, tous les militants ouvriers et tous ceux qui veulent lutter contre l'austérité et qui sont conscients que, pour mener une politique au service des travailleurs, il faudra un autre parti que le PS ou le PCF.

Voici le programme de ce rassemblement :

SAMEDI 26 MAI

15 h : forums

1. Les luttes ouvrières aujourd'hui.
2. Partis et syndicats face à la crise et aux luttes.
3. Les restructurations industrielles et la voie anticapitaliste.
4. Les jeunes, le racisme et les immigrés.

19 h : meeting international

avec des sidérurgistes espagnols de Sagunto, des dockers danois, des travailleurs italiens des conseils de fabrique en lutte contre les attaques sur l'échelle mobile, des syndicalistes allemands dans la campagne des trente-cinq heures.

DIMANCHE 27 MAI

10 h : forums

1. Secteurs : PTT, SNCF, automobile, etc.
2. Sur l'école laïque.
3. Austérité et militarisation.
4. Les femmes face à l'austérité.

12 h-14 h : repas

14 h-16 h : spectacle et meeting de clôture, avec Alain Krivine.

Notre camarade Arlette Laguiller interviendra dimanche après-midi lors du meeting de clôture, pour apporter le soutien de Lutte Ouvrière à ce rassemblement.

Le 4 mai, les fédérations CGT, CFDT, FO et FGAAC (agents de conduite autonomes) avaient programmé ensemble les journées de grève du 24 et 25 mai. Mais bien des cheminots mécontents de la dégradation de leurs conditions de travail imposée par la direction sous prétexte des 35 heures n'étaient pas décidés à attendre trois semaines.

Le 26 avril déjà, les ateliers de Conflans-TGV s'étaient mis en grève, suivis des ateliers de Villeneuve-Saint-Georges. Le 4 mai, le triage de Villeneuve faisait 24 heures de grève, celui de Chasse, à Lyon, décidait une grève illimitée de 4 heures par jour, Lyon-La-Part-Dieu et Lyon-Perrache étaient également touchés.

LES GRÈVES ECLATENT SANS ATTENDRE LE 24

Depuis, malgré le silence des fédérations sur les divers mouvements, dans de nombreux secteurs les cheminots n'ont pas attendu le 24.

Durant pratiquement un mois, des mouvements de grève n'ont pas cessé. Au total, dans des dizaines de secteurs, on a assisté à une multiplication des mouvements. Les grèves, très localisées, ne touchent que quelques dizaines, rarement quelques centaines de cheminots. Car à l'émiettement géographique dû à l'organisation même de l'entreprise s'ajoute le fait que seules certaines catégories de cheminots dans chaque secteur sont concernées.

Des grévistes expriment leur mécontentement par un mouvement de 24 heures, voire 48 heures. D'autres choisissent de « durer », et font un mouvement de quelques heures : 4, voire 2 ou même 1 heure de grève, reconductible à chaque service.

Le plus souvent, les cheminots qui côtoient les services postés ne sont pas en grève, quels que soient les sentiments de solidarité qui les animent ou quelles que soient leurs propres revendications ; les roulants non plus, pourtant également impliqués par l'application des 35 heures au 1^{er} juin. Ce sont les agents des triages, les cheminots de la manœuvre, ceux qui exercent les travaux les plus pénibles du chemin de fer, et aussi les aiguilleurs ou les régulateurs qui seuls participent pour l'instant à ces grèves.

LES 35 HEURES SAUCE SNCF

Ces cheminots espéraient un minimum d'amélioration du fait du passage de l'horaire de 39 heures à 35 heures. Or, dès les premiers projets dont la SNCF a fait état, il y a plusieurs mois déjà, il apparaissait que ces 35 heures seraient bien amères. La SNCF inventait des horaires destinés à faire faire le même travail par les mêmes, en moins de temps ! Elle inventait les « agents-coupeurs » pour les triages, qui devraient rester pendant une amplitude pouvant aller jusqu'à 11 heures, elle programmait secteur par secteur des fins d'équipe à des moments de creux du trafic, faisant s'il le faut attendre en pleine nuit un train pour rentrer chez soi. Dans plusieurs cas, elle parvenait même à supprimer aussi des postes...

Voilà pourquoi, aux réductions d'horaire à la sauce SNCF, les cheminots se mirent à préférer et à revendiquer des repos compensateurs. Seulement voilà : des repos supplémentaires pour 45 000 cheminots, ce ne serait possible qu'en augmentant les effectifs. Or, c'est bien la dernière chose dont la SNCF, et derrière elle le gouvernement tout entier, veut entendre parler.

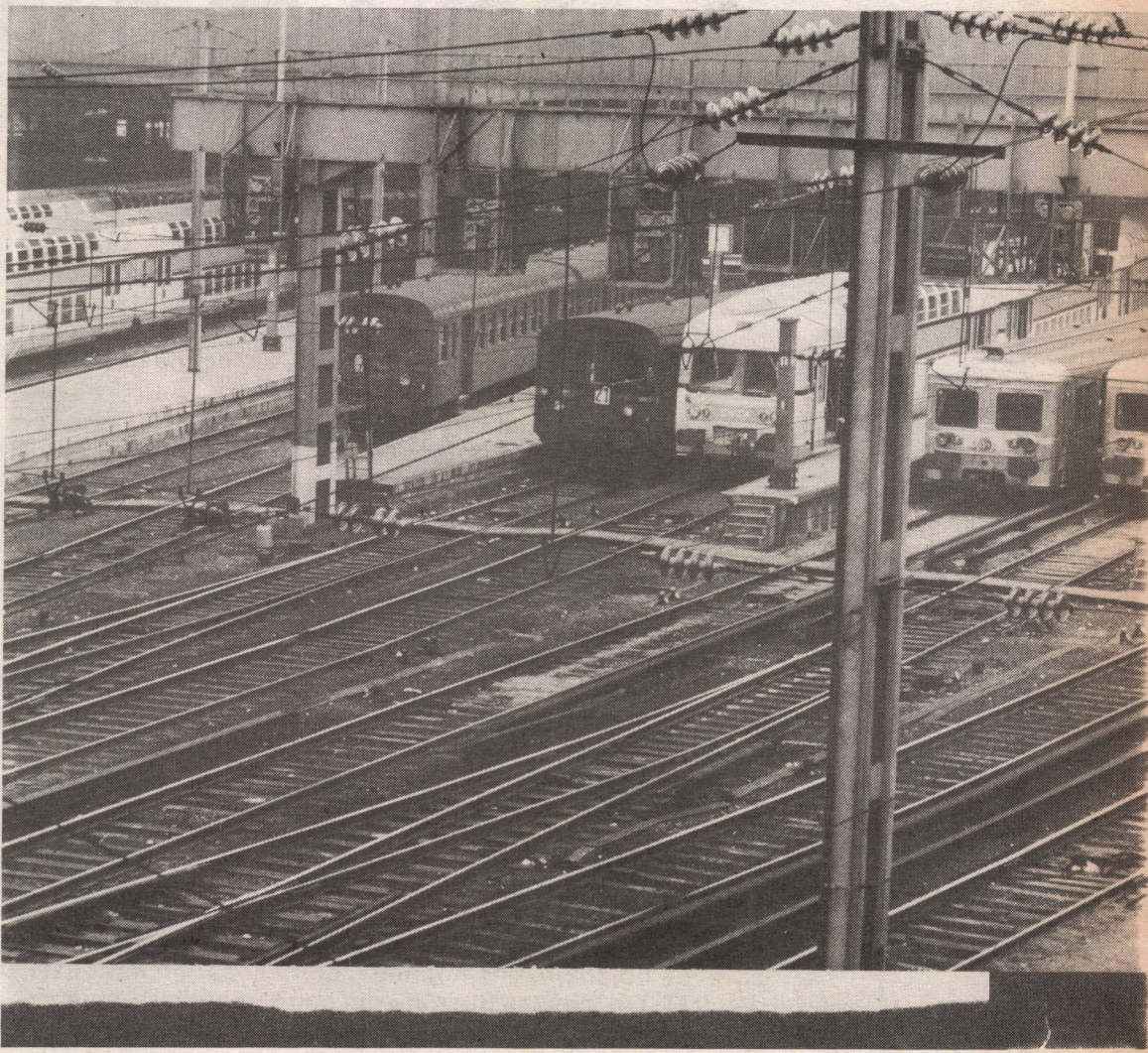
L'heure est aux restrictions. La CFDT fait état de 1 500 suppressions d'emplois pour 1984 à la SNCF. Les cheminots vivent quotidiennement les suppressions de postes, qui se traduisent partout par la multiplication des travaux pour un même poste de travail.

LE 24 MAI ET APRÈS...

C'est dans ce climat que les confédérations syndicales ont appelé à la grève pour le 24 mai. Mais le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elles n'ont pas préparé le mouvement. Si telle avait été leur volonté, elles se seraient appuyées sur les grèves en cours, elles auraient tenté de les approfondir, de les étendre à d'autres catégories de cheminots. Mais c'est le contraire qu'elles ont fait. Elles les ont laissées isolées, quand elles ne les ont pas déniées.

Et même si, au dernier moment, la CGT a, d'une manière générale, lancé des appels partout pour le 24, elle a d'emblée associé cet appel à de fermes appels... à la reprise pour le 25 au matin. La CGT semble bien décidée à mettre tout son poids pour faire en sorte que le 24 ne soit rien d'autre qu'une journée d'action sans lendemain, une grève « butoir » comme disent les cheminots.

Mais les travailleurs de la SNCF ont montré ces derniers jours qu'ils n'entendaient pas forcément suivre toujours au doigt et à l'œil les désirs de paix sociale des fédérations syndicales.



Ourcq-Pantin

Mercredi 16, au Transport de l'Ourcq, les cheminots, tous en 3x8, décidaient la grève à l'assemblée de l'équipe du matin, tout comme le faisait l'équipe du soir. Sous la pression des organisations syndicales, la décision définitive fut remise au soir, à 22 h. Là, la CGT demanda aux cheminots d'attendre le lendemain 14 h. Mais ils n'attendirent pas, et décidèrent la grève pour le jeudi 17 à 6 h.

Méfiant vis-à-vis des organisations syndicales, ils créèrent un collectif pour diriger la grève, regroupant des syndiqués et des non-syndiqués. Le chantier était bloqué et un

piquet de grève présent à chaque service.

Dans un premier temps, la direction menaça les grévistes pour « entrave à la liberté du travail » ou pour « entrave à la circulation des trains »... puis décida de négocier directement avec le collectif. La direction n'était tout de même pas très rassurée puisqu'elle s'est fait escorter sur le chantier par trois policiers en civil.

Les grévistes ont finalement obtenu le cumul des coupures sur un seul service, le maintien de l'équipe du Diesel 3, le paiement des heures prises en assemblée générale, trois repos compensateurs.

En gare de Chapelle

En grève de 24 heures reconductibles depuis le 15 mai, les cheminots réunis en assemblée générale le 17 mai ont pu apprécier la première intervention du secrétaire du syndicat CGT de Paris-Chapelle dans leur mouvement : oh certes, il déclarait soutenir les grévistes mais s'empressait d'ajouter que nous étions « minoritaires », « isolés », « qu'on perdait de l'argent pour rien » et, le bouquet, « qu'on avait commencé la grève trop tôt » à son goût puisqu'on n'avait pas attendu le 24 mai, journée de grève programmée par les directions syndicales !

Même s'il s'est fait huer et

prendre violemment à partie, son intervention a quand même jeté un froid. D'autant plus que des militants CGT, allant trouver individuellement les camarades, ont alors fait ouvertement campagne contre notre grève.

Bien des cheminots, écoeurés par l'attitude de la CGT, ont refusé catégoriquement de faire la journée de grève du 24 mai.

Dans la nuit du 17 au 18 mai, un poste d'aiguillage arrêtait la grève et dans la matinée, le travail reprenait partout. La grève était en quelque sorte partie remise...

Landy-Plaine Saint-Denis

Les cheminots en 3x8, qui débrayent depuis le 16 mai, ont reçu de la direction une enveloppe leur reproposant deux choix de roulements déjà rejetés. Il fut décidé en assemblée de collecter les enveloppes afin de les rendre collectivement le lundi 21. Un tract invitait les cheminots du service de jour à accompagner les grévistes à la direction.

Lundi 21, la discussion s'est déroulée devant tous les travailleurs, à la demande du comité de grève. Mais rien n'en sortit. En colère, les grévistes ont décidé alors d'occuper les voies de l'entrée du chantier 3x8 pendant une heure et demie.

Mardi soir, l'équipe de nuit décidait en partie de reprendre le travail. Mercredi matin, l'équipe de matinée votait, elle, pour la continuation de la grève.

Au dépôt de La Chapelle

Le mardi 22 mai et le mercredi 23 mai, des assemblées générales se sont tenues auxquelles ont participé un peu plus de 70 cheminots de l'atelier (sur environ 200) dont une dizaine du Service intérieur. Une grève de 48 heures a été décidée pour le 24 et le 25 mai, un minimum de 24 heures le 24 mai. D'autre part, les camarades en service posté du Service intérieur ont commencé le 23 mai un débrayage d'une heure par service.

A LA SNCF

Réseau Saint-Lazare

Depuis le jeudi 17 mai, dans la plupart des gares du réseau Saint-Lazare, les cheminots font une heure de grève par jour, par service et par poste.

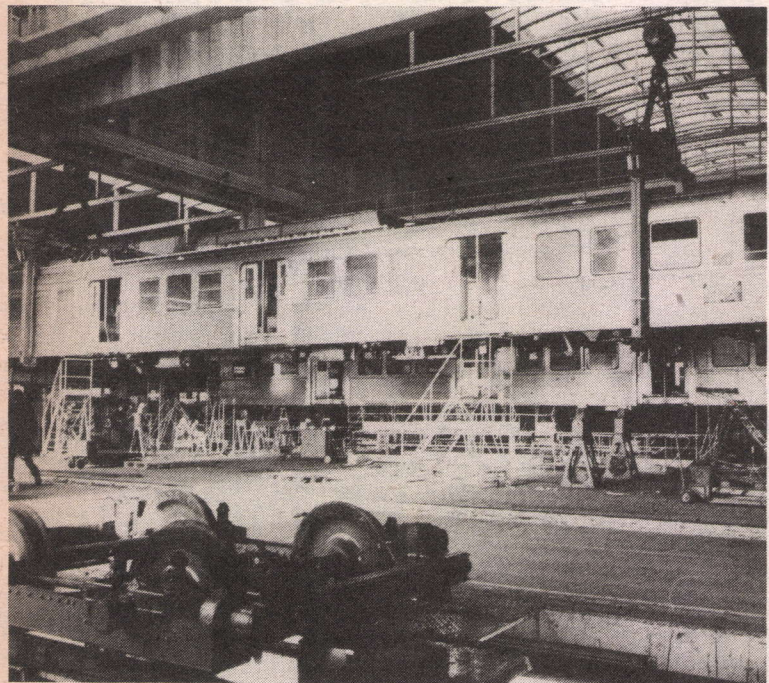
Cette forme d'action a été décidée en assemblée après le coup de colère du mercredi 16 mai. Ce jour-là se tenait le Comité d'entreprise extraordinaire sur les 35 heures. Les cheminots de Becon et d'Asnières, à qui un chef de la direction du personnel avait répondu; quelque temps auparavant, « *même si vous faites grève... les trains roulent* », avaient décidé de se faire entendre et de démontrer qu'ils étaient capables de tout arrêter en mettant leurs signaux au rouge.

Mais après, que faire ? La CGT s'était désolidarisée des

grévistes, la CFDT ne savait plus trop quoi proposer... A l'assemblée du 17 mai, il fut donc décidé de continuer un mouvement plus limité, mais de s'adresser aux autres cheminots car les 50 présents savaient bien que, pour faire céder la direction, il faudrait plus qu'une action d'éclat. Qu'il faudrait s'engager vers un mouvement d'ensemble de toute la SNCF.

Un comité de grève a été élu et des tournées organisées : dans les secteurs visités, les grévistes ont rencontré partout une vive sympathie. Pour le 24, le jour de la grève, le comité de grève a convoqué une assemblée générale afin de voir quelle suite il serait possible de donner au mouvement.

Ateliers de La Folie à Nanterre



Lundi 21 mai, la section CFDT de l'atelier appelait à une assemblée générale où se retrouvaient 55 cheminots. Là, des militants ont proposé aux présents de s'organiser pour préparer la grève du 24. Un comité de grève de dix personnes a été élu.

Mardi comme mercredi, l'ambiance n'était pas à la grève. A l'assemblée du mercredi, le texte d'un tract a été adopté qui, tout en appelant à

participer à la grève du 24, affirmait : « **Ce n'est pas un mouvement limité qui fera reculer la direction. C'est une grève jusqu'à satisfaction de nos revendications qu'il nous faudra préparer.** »

Ce tract a été distribué à la sortie de l'atelier par des cheminots du comité de grève, contents de dire tout haut ce que bon nombre de cheminots pensent tout bas.

Quand la CGT appelle... surtout à la reprise

Un tract de la CGT des cheminots d'Ivry, diffusé au dépôt de Paris Sud-Ouest à la veille du 24, consacre autant de place à appeler à la reprise qu'à appeler à la grève.

En caractères gras, la CGT écrit : « **Attention, les médias mettent le paquet. (...) La presse bien-pensante ne nous fait pas de cadeaux !** » et conclut : « **En tout état de cause,**

faisant appel à la responsabilité des cheminots et afin d'éviter toutes provocations et la dégradation des négociations, on appelle à reprendre le service le 25 mai à 6 heures pour tous. »

La CGT est visiblement plus inquiète de la bonne fin de la journée du 24 que de sa bonne marche...

Paris-Austerlitz (chantier Manœuvre)

Au chantier 3 x 8 aussi, nous étions mécontents des nouveaux roulements. Après plusieurs réunions, tournées de chantier, nous nous sommes organisés et avons mis en place un comité de grève de 17 membres pour engager la lutte par la grève sans attendre, d'autant que nous savions que des grèves avaient lieu sur

d'autres chantiers.

Le 21, la grève était décidée à partir de 4 h. Comme nous n'étions pas assez nombreux, nous avons décidé de l'arrêter, et de préparer la grève nationale du 24, mais en y appelant en notre nom. Nous avons prévu une AG pour décider de la reconduction ou non et s'organiser.

Dépôt Paris Sud-Ouest (service intérieur)

Notre grève, qui avait débuté le 16 mai, s'est arrêtée le 18 car beaucoup estimaient que, puisque nous étions seuls à être partis, il fallait se limiter dans l'immédiat à marquer le coup.

Nous avons tout de même décidé de maintenir notre comité de grève et de nous réunir tous les jours pour suivre l'évolution de la situation, en particulier des autres secteurs en grève.

Pour la grève nationale des 24-25 organisée par les fédérations, un appel fut lancé au nom du comité de grève. Une assemblée générale est prévue où nous devons nous retrouver avec nos camarades de l'Atelier et les roulants pour décider de reconduire ou non la grève.

La grève a bien démarré, avec l'installation des piquets le 23 mai à 20 h.

Chantier de Paris-Masséna

Les syndicats appelaient à la grève le 18. La veille, une trentaine de gars se sont réunis eux-mêmes, critiquant les 2 heures proposées par la CGT et la CFDT, leur reprochant de ne pas avoir déposé de préavis

pour le 21, jour du CE extraordinaire sur les 35 heures, comme ils en avaient manifesté le désir. La grève a finalement duré 4 heures. Le CE n'a évidemment rien amené de nouveau...

ORLÉANS

Comme dans toutes les SNCF, le mécontentement est monté face aux projets de réorganisation du travail liés à la réduction d'horaire à 35 heures. Nous refusons de faire en 7 h 30 le travail que nous faisons aujourd'hui en 8 heures. Nous refusons les roulements encore plus infernaux. Et, en plus, nous avons appris il y a trois semaines, au triage, que toute une série de wagons ne seraient plus triés à Orléans et que la direction de la SNCF envisagerait certainement une diminution importante du nom-

bre de nos camarades.

Mardi 22, l'équipe d'après-midi réunie en assemblée générale a décidé la grève de 4 heures par jour reconductible. Un comité de grève a été élu. D'autres triages ont été informés par télex. Un tract destiné aux autres cheminots de la gare d'Orléans a été imprimé. L'assemblée générale de l'équipe de nuit a elle aussi voté la grève à 20 h. La grève a été reconduite le mercredi 23 mai à midi. Elle touche plus de la moitié des 150 cheminots du triage.

Au triage de Villeneuve-Saint-Georges

Après une grève de 24 heures, le 4 mai, le triage de Villeneuve-Saint-Georges est en grève d'une heure par jour depuis une semaine, chaque poste faisant grève à l'heure qui lui paraît la meilleure pour perturber le service.

La grève d'une heure a été plus ou moins suivie selon les services. Mais ce mouvement occasionne d'énormes retards dans le trafic marchandises (certains trains ont presque une semaine de retard) et le triage ne tourne même pas à la moitié du service normal.

Le vendredi 18 mai, les aiguilleurs du poste de Villeneuve-Saint-Georges se sont joints au mouvement le matin. Il s'en est suivi une énorme pagaille, comme à Saint-Lazare, dans le réseau banlieue. La CGT a condamné le mouvement, parlant même de « *commandos extérieurs à Villeneuve* » et demandant à ce que la direction prenne des sanctions.

Au Triage, les cheminots ont préféré faire grève le 25 et doivent se retrouver en assemblée générale le même jour pour décider des suites à donner au mouvement.

Juvisy (Triage)

Depuis le 15 mai, les 220 cheminots du triage et de la gare sont dans l'action à l'appel de tous les syndicats. Nous avons fait 4 heures de grève par service jusqu'au 22, et 1 heure depuis, à la demande de certains « *pour garder la cohésion* », ou parce que ça va « *coincer sur le fric* ».

La grève est reconduite en AG, qui réunit 50 à 80 travailleurs. Les militants CFDT organisent la grève ; la CGT se préoccupe surtout des journées du 24 et 25. Les agents du triage sont décidés à « *durer* ».

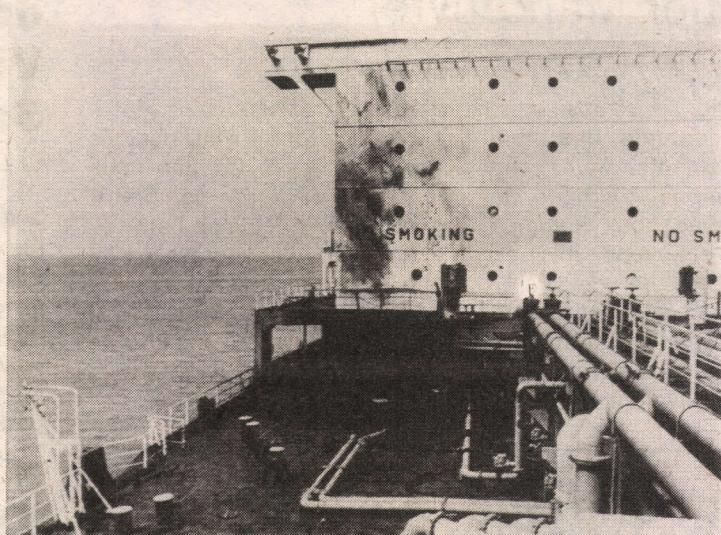


Guerre Iran-Irak : la bonne occase

Premier effet des attaques lancées par l'Irak et l'Iran contre des pétroliers dans le golfe Persique : les actions des sociétés pétrolières ont vu bondir le cours de leurs actions dans les bourses occidentales. Bizarre ?

Non, c'est que la plupart des compagnies pétrolières ont détourné leurs navires de la zone des combats, moins par peur d'être coulés que dans l'espoir que l'Iran, du coup, choisirait de baisser ses prix pour continuer à attirer les clients.

Non, les massacres de la guerre Iran-Irak ne font pas des heureux que chez les marchands d'Exocet ou d'Awacks. Ils en font



aussi désormais chez les actionnaires des compagnies pétrolières, qui se frottent les mains à l'annonce des pétroliers

envoyés par le fond !

D'ici à ce que ce soit quelques compagnies qui en aient donné l'idée aux Irakiens...

Exercice, manœuvre ou répétition ?

L'armée, fidèle à sa tradition de « grande muette », est très discrète sur une affaire pour le moins bizarre qui a agité le camp de Sedzère, près de Pau.

Quatre militaires (des appelés) ont été attaqués (coups de feu et blessures comme preuves) dans la nuit de dimanche à lundi. Il s'est révélé, après quelques heures d'enquête, que les quatre militaires attaqués étaient aussi les attaquants. Étaient-ils seuls ? Le dépôt de munitions

qu'ils gardaient était-il l'objet de leur convoitise ? Mystère. Celui qui a vendu la mèche aurait dit que leur but était de prendre des armes pour les vendre, pour allonger un peu la solde. En quelque sorte ils voulaient se payer sur le « capital ». Mais ce n'est pas la première fois que l'armée est « victime » d'une tentative ou tout simplement d'un vol. Par exemple en novembre 1982, en Ariège, au camp de Clauzel, un commando avait subtilisé 113

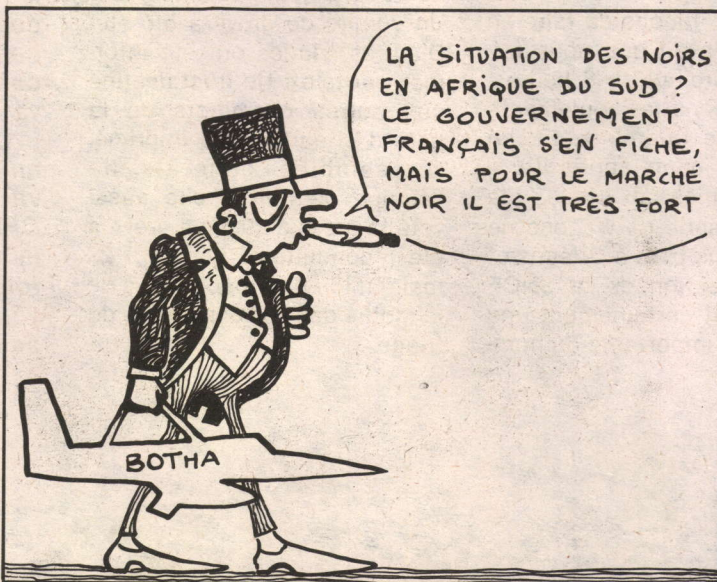
pistolets-mitrailleurs. Ces armes étaient sûrement destinées à l'extrême-droite. Dans cette dernière affaire du camp de Sedzère y avait-il quelque chose de ce genre en-dessous ? Les armes étaient-elles destinées à des truands ou à l'extrême-droite ?

Il semble que, dans un cas comme dans l'autre, cela n'a rien de rassurant. Mais de toute façon est-ce plus rassurant de les voir dans les mains des militaires ?

S. L.

L'honneur est sauf... les commandes aussi

Tout va bien ! Ce n'est finalement que le 17 juin que le Premier ministre sud-africain se rendra en France, et non avant le scrutin des Européennes, comme il en avait été malencontreusement question. Et c'est ce ministre, Pieter Botha, qui a de lui-même fait savoir qu'aucune rencontre n'avait jamais été prévue entre Mitterrand et lui, contrairement à ce que de mauvaises langues de journalistes avaient pu dire. C'est lui aussi qui a annoncé qu'il avait dû annuler la rencontre qu'il devait avoir avec Cheysson, faute de temps. Vu le péripète qu'il accomplit en Europe, il ira juste le 17 juin poser la première pierre d'un musée en l'honneur des soldats sud-africains morts en France pendant la Première Guerre mondiale, dans le bois de Longueval, dans la Somme. Certains disent que c'est pour répondre au gouvernement français qui ne lui avait pas fait encore d'invitation officielle à Paris qu'il a déclaré tout cela. Mais



tout de même, comment trouver plus accommodant, plus discret représentant de l'Apartheid ?

C'est sans remous aussi que se poursuivront les relations économiques entre la France et l'Afrique du Sud. Renault, l'Alsthom, la Société Générale et bien d'autres y continueront leurs affaires. C'est sans remous aussi que le gouver-

nement français continuera à se dire défenseur des droits de l'homme : Mitterrand a quand même fait une déclaration lors de condamnations à mort en Afrique du Sud et, à défaut des capitaux français, une équipe de rugby qui devait jouer en Afrique du Sud, a bien été retenue en France...

N. M.

A quoi sert d'être député ?

Dimanche 20 mai, un accord a été conclu entre le ministère de l'Industrie, la direction Péchiney et les élus régionaux (PS) de la région de Briançon : alors que les décisions de Péchiney concernant son usine d'aluminium de L'Argentière menaçaient directement 330 emplois et indirectement 600, le protocole d'accord prévoit le « maintien d'un potentiel économique au moins équivalent à celui qu'Aluminium Péchiney envisage de supprimer », Péchiney devant fournir au minimum 70 millions de francs au plan de reconversion et céder gratuitement des installations aux entreprises devant s'installer sur le site.

Cet accord a satisfait

Robert Caumont, député PS et maire de Briançon, qui avait, en protestation devant les décisions de Péchiney, entamé une grève de la faim depuis le 13 mai. Il a déclaré que « jamais on n'a signé un accord de ce genre, qui lie autant une société nationalisée, l'Etat et une région, avec une obligation d'objectifs aussi précise ». Bien qu'il ne soit pas du tout évident que cet accord fera mieux que les innombrables plans de reconversion avortés dans les régions touchées par les licenciements, il reste que, pour un membre du Parti Socialiste, tout député qu'il soit, se faire entendre de ses « camarades de parti » au gouvernement nécessite des moyens qui n'ont rien de parlementaires !

Ce qu'ils appellent créer des emplois

Le 25 mai, à La Défense, est prévue une exposition consacrée par St-Gobain-Pont-à-Mousson à la centaine de petites entreprises que le groupe nationalisé prétend avoir « aidées » dans les régions où il est implanté.

Mitterrand en personne doit aller inaugurer cette exposition à la gloire de ce fleuron de l'industrie française.

Seul point noir au

tableau : Saint-Gobain vient d'annoncer des réductions d'effectifs dans ses usines spécialisées dans les emballages en verre. Selon le bon principe que ma main droite ignore ce que fait la gauche...

Quant aux ouvriers de Saint-Gobain qui n'ont pas l'air d'être heureux d'être dans une entreprise aussi performante, Mitterrand se propose d'aller leur remonter le moral.

La médaille qui fait vendre

Le commerce extérieur français n'est pas très brillant. Mais Delors veille. Il est allé au Koweït où il a enregistré la leçon des hommes d'affaires japonais en ces termes : « Les Japonais m'ont expliqué : « Avec le bagage que vous avez en inventions (vous, les Français) vous en tirez trop peu de profit ». J'en déduis qu'il faut encourager nos com-

merciaux. J'ai un paquet de légions d'honneur pour encourager ceux qui ont marqué des points ».

Il fallait y penser. Les produits français ne trouvent pas preneur à l'étranger. Mais avoir une « rosette » à la boutonnière aidera peut-être les businessmen français à faire des miracles. Il suffit d'y croire !

Riches de tous les pays, continuez à venir apprécier la Suisse, ses alpages, ses lacs... ses banques

En Suisse, les partisans de la levée du fameux secret bancaire sont chocolat. En effet, le Parti Socialiste Suisse ayant réuni les 100 000 signatures nécessaires pour que soit organisé un référendum « d'initiative populaire », l'Etat fédéral avait dû organiser une consultation pour ou contre la levée du secret des banques suisses. Ce ne sera sans doute une surprise pour personne, mais l'écrasante majorité des électeurs suisses (73 %) s'est prononcée pour le maintien du secret qui

assure l'opulence des établissements de Berne ou de Genève et, sans doute, quelques retombées pour une partie de la population. Il faut dire que les banques n'avaient pas lésiné sur les moyens de convaincre leurs concitoyens : elles auraient investi 15 millions de francs suisses dans l'affaire !

Affaire de gros sous ? Non : simple opération pour préserver l'environnement touristique helvétique... et ses charmes les plus discrets.

Faire semblant de donner un peu, pour reprendre beaucoup

Cela faisait plus de deux ans que le gouvernement ne parlait plus des 35 heures. Le voilà aujourd'hui qui espère se donner un air « social » en en reparlant, au moment où tout le monde constate que le chômage augmente de plus belle. Pour cela, il lui suffit de tenter de présenter le passage aux 35 heures comme un remède d'autant plus miraculeux contre le chômage que le gouvernement laisse dans un flou artistique les conditions entourant ces fameuses 35 heures.

L'ART DE BIEN PRESENTER UN MAUVAIS COUP

Au cours de la semaine dernière, à l'occasion de la grève des ouvriers de Citroën, Bérégovoy avait lancé un ballon d'essai en évoquant les 35 heures. Il ne restait plus à Mauroy qu'à transformer l'essai en annonçant la « grande nouvelle ».

Du côté des « partenaires sociaux », comme on dit au gouvernement et à la télévision, les rôles avaient même été distribués. Gattaz, au nom du CNPF, avait annoncé dans le *Figaro-Magazine* qu'il était contre les 35 heures. En déclarant au même moment qu'il « n'y a là rien qui puisse gêner un chef de gouvernement de gauche », Mauroy espérait sans doute tenter de redorer le blason « de gauche » du gouvernement. Mieux même, il paraissait en cela s'opposer au patronat (une fois n'est pas coutume) et se ranger derrière des directions syndicales censées représenter les travailleurs. En effet, si la CFDT de Maire est connue depuis longtemps pour être favorable aux 35 heures avec réduction du salaire, Bergeron, au nom de FO, venait de déclarer que les 35 heures « c'est dans l'ordre naturel des choses ». La CGT avait cessé de mettre l'accent sur le fait que le projet de passage aux 35 heures s'accompagnerait d'une réduction des salaires, tandis que la direction du PCF, elle, approuvait bruyamment le projet. *L'Humanité* du 18 mai titrait son éditorial : « Nos 35 heures ! ». Le lendemain, l'éditorial du même journal revenait à la charge, dénonçant ce patronat qui « ne veut pas entendre parler d'une réduction du temps de travail, sans diminution du salaire », alors que ce serait « un des moyens de lutter contre la crise », affirmant même que « le passage progressif à la semaine de 35 heures libérera du travail ».

Ainsi, les choses paraissaient (presque) évidentes : le patronat semblait hostile aux 35 heures, tandis que gouvernement et syndicats se posaient en partisans d'une mesure présentée comme ne pouvant être qu'un mieux pour les travailleurs. En cette fin de semaine dernière, il n'y avait que quelques cheminots pour ne pas vouloir comprendre

cela. Ou plutôt pour apporter un éclairage non prévu au scénario dans la comédie gouvernementale des 35 heures, en faisant tourner au vinaigre l'eau de rose gouvernementale répandue les jours d'avant.

N'étaient-ils pas ingrats, ces cheminots des gares parisiennes qui, à la fin de la semaine dernière, avaient décidé de faire grève ? On venait de leur « donner » les 35 heures (en tout cas, c'est ainsi qu'on a présenté les choses, de la droite au gouvernement), et ne voilà-t-il pas qu'ils trouvaient le moyen de protester. N'avaient-ils pas du culot (ou n'étaient-ils pas, pour certains, des « irresponsables », comme l'a expliqué la direction de la CGT), ces cheminots, pour oser faire grève sans crier « gare » contre la façon dont la SNCF appliquait les 35 heures ? Et ceci, à la veille même du week-end où Mauroy allait déclarer, la main sur le cœur, à la Fête de la Rose à Lille, que « cette revendication (des 35 heures) doit être portée par les travailleurs » ?

L'EXEMPLE DES 35 H A LA SNCF

La grève des cheminots est en effet venue à point nommé pour rappeler que le passage aux 35 heures ne se traduit pas automatiquement par un mieux pour ceux qui sont censés en « bénéficier ». Dans le cas des 38 000 cheminots concernés par cette mesure, c'est même tout le contraire qui s'est passé. Selon le secrétaire des cheminots CGT — pourtant peu suspect de vouloir embarrasser le ministre des cheminots et dirigeant du PCF Fiterman — « dans beaucoup de cas, c'est à une aggravation des conditions de travail que l'on assiste. On fait en 7 h 30 le travail de 8 h ». Et si, dans le même numéro de *L'Humanité* du 19 mai qui cite ses propos, on lit dans l'éditorial que « la semaine de 35 heures libérera du travail », le responsable CGT des cheminots se garde bien de dire quel travail, quels postes ont été « libérés » à la SNCF. Car le gouvernement et plus particulièrement Fiterman n'ont jamais envisagé un seul instant d'embaucher, à la SNCF, pour compenser le passage aux 35 heures.

Et en fait, toute la question est là : les 35 heures peuvent

fort bien être instituées sur le dos des travailleurs et se traduire par une aggravation des conditions de travail.

LE PATRONAT, LE GOUVERNEMENT ET LES 35 HEURES

Le patronat l'a d'ailleurs fort bien compris et la réponse de Gattaz à Mauroy n'a pas été, comme on a tenté de le faire croire, un « non » catégorique.

Dans un article paru dans le *Quotidien de Paris* du 18 mai, Gattaz a clairement posé le problème tel que le voit le patronat, expliquant que « les 35 heures sont dans l'air du temps » et que le CNPF est « opposé à une réduction uniforme et obligatoire du temps de travail ». Ce qui ne signifie nullement que le patronat est opposé aux 35 heures, comme feignent de le croire les dirigeants des syndicats ou du PCF, mais tout simplement que le patronat veut se réserver le droit de décider où et dans quelles conditions il peut avoir intérêt à une telle mesure.

Mauroy le sait fort bien, qui a appelé les confédérations syndicales à agir « avec détermination mais aussi avec réalisme ». Le journal *Libération* du 22 mai, apparemment bien renseigné, expliquait en quoi pourrait consister ce « réalisme », écrivant que « l'hostilité du patronat pourrait être atténuée, sinon marchandée (du côté du gouvernement), par la suppression de la taxe profes-

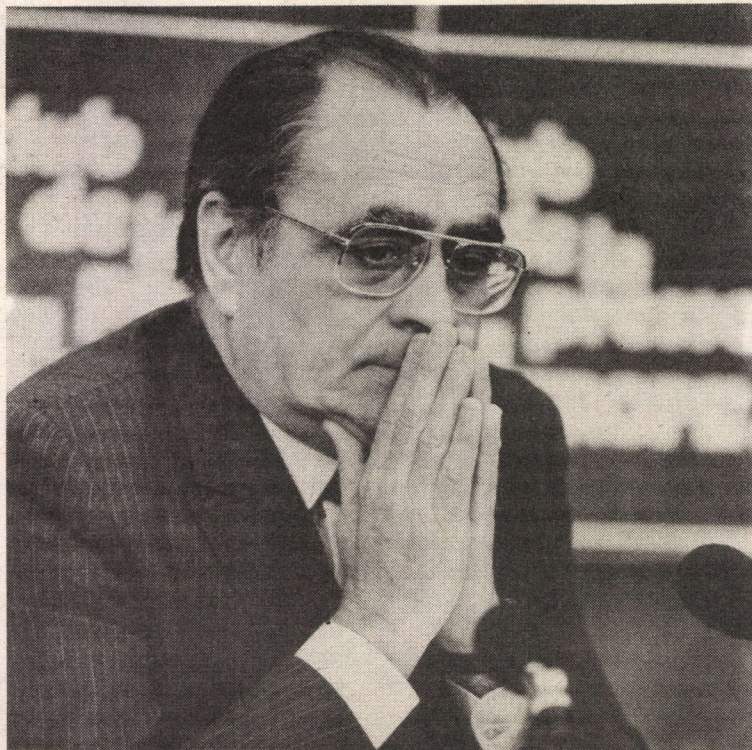


Mauroy a repris le dossier. Mais les 35 heures version Mauroy se feront-elles sur le dos des travailleurs ?

sionnelle », ce même gouvernement voulant « inciter le patronat et les syndicats à négocier entreprise par entreprise, branche par branche, voire localement ».

Sur quelles bases se feraient ces négociations ? Dans son discours à Lille, le week-end dernier, Mauroy l'a clairement laissé entendre, déclarant que, « pour qu'une réduction du temps de travail constitue un instrument efficace contre le chômage, il faut qu'elle permette, en même temps, une réorganisation de la production ». *L'Humanité* du 19 mai, dans son éditorial, dit la même chose quand elle écrit que les 35 heures permettront « une adaptation aux technologies modernes ».

Mais il n'y a pas besoin d'être Premier ministre ou rédacteur à *L'Humanité* pour savoir ce que les patrons entendent par « réorganisation de la production » ou « adaptation aux technologies nouvelles ». Tous les travailleurs savent bien, comme les cheminots, que quand un patron, privé ou public, décide une « réorganisation » ou une « adaptation », c'est sur le dos des travailleurs qu'il cherche à le faire.



Bérégovoy a lancé un premier ballon d'essai

Dans ce cas précis, le patronat entend bien, là où il décidera de telles mesures, que la diminution des horaires se traduise par une diminution des salaires, en tout ou partie. Et Mauroy est bien d'accord, lui qui a tenu à mettre les points sur les « i » en précisant à Lille « qu'on ne peut à la fois » avoir une diminution des horaires « et une augmentation du pouvoir d'achat ». Quant à prétendre, comme Mauroy, que cette perte de pouvoir d'achat constituerait une sorte de compensation au fait d'offrir « des emplois pour le plus grand nombre de travailleurs », c'est se moquer du monde ! Combien y a-t-il eu d'emplois créés à la SNCF par les 35 heures ? Aucun. Par contre, l'amplitude des horaires, les conditions de travail et de repos de milliers de cheminots ont été aggravées. Et c'est bien ce que cherchent à faire aujourd'hui patronat et gouvernement, avec la complicité des directions syndicales, pour des dizaines, voire des centaines de milliers de travailleurs qui pourraient « bénéficier » des 35 heures à la sauce Mauroy-Gattaz ! Tout laisse penser, par exemple, que certains patrons pourraient voir d'un bon œil une diminution des horaires (et des salaires) en échange d'une intensification du travail, sous la forme d'une augmentation des cadences, et de cette « réorganisation de la production » dont parle Mauroy, laquelle se traduirait sans doute par le passage aux horaires d'équipe pour des travailleurs jusqu'alors en « normale ».

Maintenant, évidemment, rien n'est encore joué. Vendredi 25 mai, le gouvernement devait se réunir en « séminaire » sur les 35 heures à Versailles, selon *Libération* dans un lieu particulièrement bien choisi puisqu'il s'agirait du « pavillon à la lanterne » ! Eh bien, gageons sur le fait que, quel que soit le résultat des cogitations ministérielles, les travailleurs, comme les cheminots, ne se laisseront pas « lanterner » par ce que préparent, main dans la main, gouvernement et patronat.

Pierre LAFFITTE

Chute des voix socialistes et victoire de la droite nationaliste aux élections régionales de Catalogne du 29 avril

En février et en avril derniers ont eu lieu des élections régionales au Pays basque espagnol et en Catalogne. Ces élections qui ont eu lieu à peu d'intervalle se sont traduites par un renforcement de la droite pour les premières et une encore plus nette désaffection des électeurs socialistes pour les secondes ; au point qu'un peu tout le monde en Espagne même en a été surpris.

Voici une analyse de ces récentes élections espagnoles.

Les élections régionales au Pays basque le 26 février dernier n'ont fait que refléter la relative hégémonie du Parti Nationaliste Basque (PNB) par rapport au PSOE, le Parti Socialiste au gouvernement. Mais les élections régionales du 29 avril en Catalogne ont signifié une cuisante défaite des socialistes.

En effet, dans cette région, la coalition de centre-droit « Convergence et Union », dirigée par Jordi Pujol, l'a emporté largement avec 46,6 % des voix. Les

socialistes, eux, obtenaient 30 %. En comparaison avec les élections législatives de 1982 où ils avaient obtenu 45,2 % ou les municipales de 1983 où ils obtenaient encore 41,9 %, les socialistes ont donc perdu entre 12 et 15 % des voix en Catalogne.

Si on s'attendait, sondages aidant, à ce que la droite nationaliste obtienne des résultats assez semblables à ceux de la droite nationaliste au Pays basque, personne ne s'attendait à une victoire si écrasante.

Abstentions dans les quartiers ouvriers

Ces élections semblent refléter, pour la première fois depuis l'arrivée des socialistes au gouvernement, la déception suscitée par la politique menée par l'équipe de Felipe Gonzalez depuis dix-huit mois. Car la victoire de la droite nationaliste en Catalogne n'a été obtenue que grâce à l'abstention considérable de secteurs populaires (36 % au total, mais atteignant entre 45 et 50 % dans la banlieue ouvrière de Barcelone) et à la percée de la droite dans cette même banlieue où elle a doublé ses voix par rapport aux consultations électorales antérieures. Ce que d'ailleurs reconnaissent certains responsables socialistes catalans, en déclarant aux journalistes au lendemain des élections : « Nous savons que nous avons payé les mesures, d'ailleurs nécessaires, du gouvernement du PSOE, qui essaye par

tous les moyens d'enrayer la crise économique, mesures qui n'ont pas été toujours bien comprises ni acceptées » (El Periodico, 1^{er} mai 1984).

En ce sens, la participation de plusieurs ministres socialistes dirigés par le numéro 2 du parti et vice-président du conseil, Alfonso Guerra, dans la campagne électorale, n'a peut-être pas obtenu le but recherché et a certainement plus nuï qu'aidé le Parti Socialiste Catalan. En tout cas, cette présence ministérielle et l'arrivée de Felipe Gonzalez à Barcelone le dernier jour de la campagne, pour participer au meeting de clôture de la campagne, donnent aux résultats de ces élections une portée qui dépasse le cadre de la Catalogne. Car en votant ou en s'abstenant de voter, c'est aussi la politique gouvernementale que les gens ont jugée.

La bourgeoisie espagnole en quête d'un nouveau grand parti de droite débarrassé de l'image franquiste

D'ailleurs la victoire de « Convergence et Union », cette formation démocrate-chrétienne dirigée par des politiciens de la droite libérale sans attaches avec l'ancien régime, a été accueillie avec un grand soupir de soulagement par la bourgeoisie et les milieux patronaux, car elle peut ouvrir la voie à une nouvelle opération du même genre mais beaucoup plus ambitieuse. En effet, en Espagne, la droite a atteint son plafond électoral avec Manuel Fraga,

l'ancien ministre de Franco, et elle a peu de chances d'évincer les socialistes en 1986, si elle ne réussit pas à se débarrasser auparavant de cet encombrant personnage.

En ce sens, les élections du 29 avril ont peut-être sonné le glas pour Manuel Fraga, qui n'a réussi, après avoir porté sur ses épaules tout le poids de la campagne électorale, qu'un mince 7,8 % des voix (son parti avait obtenu 14,4 % aux législatives de 1982). Cela montrait

que les voix du centre et de la droite, ainsi que les voix de droite « prêtées » aux socialistes en 1982, se portaient cette fois non pas sur la droite marquée par le franquisme, mais sur celle dirigée par un « démocrate de toute la vie ». Et aujourd'hui tout le monde parle du relancement de « l'opération Roca » (Roca est le lieutenant de Pujol en Catalogne et depuis quelque temps il préconise, de concert avec certains secteurs de la grande bourgeoisie espagnole, la formation d'un Parti Réformiste qui rassemblerait tous les secteurs du centre et de la droite au détriment de la coalition dirigée par

Fraga). D'après l'actuel président de la Confédération Patronale Espagnole, il faut s'acheminer maintenant vers « un rapprochement de tous ceux qui défendent le même modèle de société », tandis que d'autres voix patronales se montrent nettement favorables « à une majorité absolue (celle de Pujol) qui permet de gouverner solidement, ce qui est positif pour les patrons », et signalent qu'il « est évident que l'Espagne a besoin d'une force politique au centre, libérale et progressiste, (...) à l'image de celle qui vient de triompher en Catalogne » (El Pais, 1^{er} mai 1984).

Dégringolade électorale du Parti Communiste, et très faibles scores de l'extrême-gauche

Les communistes, eux, poursuivent leur dégringolade électorale et perdent plus de la moitié des voix obtenues en 1980 lors des dernières élections régionales et tombent des 18,6 % d'alors aux 5,8 % de maintenant (l'autre Parti Communiste catalan pro-soviétique, qui s'est scindé du PSUC entre ces deux législatives, n'a obtenu pour sa part que 2,4 % des voix).

Quant à l'extrême-gauche, elle n'atteint au total que 0,1 ou 0,2 % des voix dans le meilleur des cas. Il faut dire que ses différentes organisations, MC, PORE, POSI, PST, ou LCR, se sont limitées à apparaître quelques minutes à la télévision régionale et

n'ont pas mené une campagne active.

Les travailleurs, les chômeurs se sentent trahis, trompés par les partis de gauche. Et beaucoup d'entre eux ont préféré porter leur voix sur la droite ou boudier les urnes plutôt que de voter pour le Parti Socialiste, le Parti Communiste ou même l'extrême-gauche.

Tout semble indiquer que, si la droite espagnole, tirant les leçons de ces élections, réussit l'opération de rassemblement préconisée par Roca et Cie, les socialistes auront plus de difficultés qu'ils ne croyaient pour l'emporter aux prochaines élections législatives.

Gabriel CATALA

62 millions de dollars pour la dictature salvadorienne

Juste élu, le président Salvador, Napoleon Duarte, est allé rendre visite à ses protecteurs et maîtres, les Etats-Unis. Il a levé de lui-même les dernières réticences des représentants au Congrès américain qui refusaient les « aides » que désirait accorder Reagan. Il a demandé une aide accrue pour défendre le Salvador « contre la guérilla d'extrême-gauche et les violences d'extrême-droite ». Bien entendu, les 40 000 personnes assassinées par les forces gouvernementales ces dernières années pour terroriser la population, comme vient de le confirmer un rapport d'Amnesty International, ne font pas partie des violences d'extrême-droite, puisqu'elles sont officielles !

Après la mascarade électorale — mascarade sous l'égide et l'étroite surveillance des Etats-Unis — le président « démocratiquement » élu continue la même politique contre la population du Salvador et contre le régime sandiniste sur lequel Duarte estime qu'il faut exercer une pression militaire, approuvant ainsi l'aide des Etats-Unis aux « contras ».

Puisque c'est le président du Salvador qui le demande, les 62 millions de dollars d'aides militaires vont être accordés !

Deux mois et demi de grève dans les mines : Les dirigeants syndicaux ne veulent pas entendre parler de solidarité ouvrière

Au moment où 140.000 mineurs britanniques entamaient leur douzième semaine de grève, les dirigeants nationaux de la centrale syndicale britannique (le TUC) ont rompu le silence prudent qu'ils avaient observé depuis le début du mouvement en condamnant publiquement l'organisation d'actions de solidarité en faveur des mineurs en grève.

C'est le secrétaire général du TUC, Len Murray, qui est intervenu en personne pour rappeler aux dirigeants régionaux du TUC qu'ils n'avaient pas autorité pour organiser de tels mouvements. Cette prise de position, qui a été largement reprise dans les médias, était une réponse à l'appel à une grève de 24 heures lancé par les dirigeants syndicaux du Yorkshire et du Humberside — régions du centre de l'Angleterre d'où est partie la grève des mineurs — pour le 21 mai, et à un mot d'ordre analogue lancé au pays de Galles pour le 12 juin.

En même temps que les dirigeants du TUC interve-

naient ainsi pour rappeler à l'ordre les membres de l'appareil syndical, les dirigeants travaillistes prenaient publiquement position en faveur d'un règlement rapide du conflit, en invitant la direction des Charbonnages, mais aussi les grévistes, à faire des concessions de façon à éviter le « *risque de conséquences irréparables pour l'économie du pays* ». Et sans doute afin de donner plus de poids à cette prise de position, c'est le ministre de l'Energie du « cabinet-fantôme » (c'est ainsi qu'on désigne le gouvernement tout constitué qui prendrait la relève au cas où les travaillistes obtiendraient une majorité parlementaire) qui s'est proposé pour servir de médiateur entre le syndicat des mineurs et les Charbonnages. Proposition purement symbolique, car tout a fait inacceptable du point de vue des conservateurs, mais qui s'adresse sans doute à la fois à une partie de l'électorat pour faire la preuve que, même dans l'opposition, le Parti Travailliste sait se montrer respon-

sable, et aussi aux grévistes eux-mêmes pour donner corps à l'idée que la grève a assez duré et qu'il faudrait peut-être penser à la reprise.

Mais, pour l'instant au moins, et malgré toute la publicité donnée par les médias à quelques initiatives isolées de mineurs non grévistes qui ont contesté devant les tribunaux le droit des dirigeants du NUM, le syndicat des mineurs, à maintenir leur mot d'ordre de grève, le climat n'est pas à la reprise parmi les mineurs. La journée de grève du 21 mai dans le Yorkshire a été un succès puisque, malgré la condamnation prononcée par les dirigeants du TUC, les transports, une partie des services publics, les docks et une partie de la métallurgie ont été paralysés. Et la solidarité manifestée ce jour-là ne peut qu'encourager les mineurs à tenir. Et cela d'autant plus que, au moins dans un certain nombre de régions, ils n'ont que le choix entre gagner ou se retrouver au chômage à plus ou moins court terme !

Mais les grévistes n'ont pas seulement à se méfier des tentatives des dirigeants travaillistes en vue d'une reprise rapide. Car, malgré un ton très « jusqu'au-boutiste », leur propre syndicat est en train d'adopter des mesures qui, sous prétexte de durcissement du conflit, risquent de favoriser l'isolement du mouvement. C'est ainsi qu'un millier de mineurs du Lancashire — essentiellement ceux du puits d'Agecroft, le seul en activité dans la région — sont menacés d'être exclus du syndicat s'ils ne rejoignent pas la grève. Mesure qui n'est pas purement symbolique, puisqu'elle priverait ces travailleurs des installations médicales gérées par le NUM et de certaines allocations en cas d'accident. Le comble, c'est que celui qui a pris l'initiative de cette menace n'est autre que Sid Vincent, le président du NUM du Lancashire, qui jusqu'à la septième semaine de la grève était apparu comme le leader de la tendance hostile à la grève au sein du NUM ! Or non seulement c'est une

mesure bureaucratique, totalement inefficace du point de vue des grévistes, mais en plus elle a donné une occasion de plus au gouvernement et aux médias pour tenter de déconsidérer le mouvement dans la population, et en particulier dans le reste de la classe ouvrière.

Or les grévistes n'ont besoin ni des tentatives « conciliatrices » des dirigeants travaillistes, ni des décrets prétendument radicaux des dirigeants du NUM. Mais ils ont besoin, en revanche, de l'aide du reste de la classe ouvrière. Et de toute évidence, c'est exactement cela que les bureaucrates syndicaux comme les dirigeants du Parti Travailliste veulent éviter : que les mineurs finissent par obtenir le soutien actif de milliers d'autres travailleurs, et que le problème de la riposte à l'austérité ne soit plus seulement posé dans le seul cadre des mines, mais pour l'ensemble de la classe ouvrière.

François ROULEAU

RFA

La grève dans la métallurgie limitée par les comptes d'apothicaire du syndicat

Deux grandes usines d'automobiles de RFA, Mercedes près de Stuttgart, puis Opel près de Francfort, qui comptent plus de 30 000 travailleurs chacune, ont rejoint la grève déclenchée par le syndicat de la métallurgie, l'IG Metall, pour la revendication des 35 heures sans diminution de salaire. Ainsi la grève, qui ne touchait au départ que les fabricants de pièces pour l'industrie automobile, a atteint les constructeurs eux-mêmes. Au bout d'une semaine, le nombre de syndiqués en grève est passé de 13 000 à 58 000.

Cela dit, ce n'est toujours qu'une petite minorité des travailleurs de la métallurgie qui est appelée par le syndicat à la grève. Là où il n'y a pas grève, c'est le patronat qui prend l'initiative d'arrêter la production, parfois avant même d'être réellement gêné par le manque de pièces en provenance des usines en grève.

Il agit en représailles contre le mouvement de grève. Ainsi, mardi 22 mai, le patronat de la région de Stuttgart a annoncé le lock-out immédiat de 65 000 personnes. Quelques jours plus tôt, à l'annonce du lock-out, les travailleurs qui fabriquent les Mercedes avaient décidé de se déclarer en grève lors d'une assemblée convoquée par le syndicat local. La direction de l'IG Metall a mis cinq jours avant d'enregistrer officiellement les syndiqués de Mercedes comme grévistes. Ce n'était pas prévu au programme...

L'IG Metall a comme politique de faire des « mini-grèves », tout simplement parce qu'elle n'a pas envie d'indemniser beaucoup de grévistes ! En effet l'IG Metall verse un secours aux grévistes, qui ont cotisé au syndicat, environ 70 % du salaire, et elle réclame que les lockoutés soient, eux, payés sur fonds publics, par

la caisse qui indemnise le chômage et le chômage partiel. Face au refus de l'organisme en question, l'IG Metall proteste. Les bureaucrates syndicaux veulent le moins possible toucher au butin sur lequel ils sont assis. L'IG Metall de la région de Stuttgart, par exemple, n'a pas appelé à une grève depuis 33 ans : cela en fait, des cotisations ouvrières accumulées ! Tout cet argent a été largement utilisé : la confédération à laquelle appartient l'IG Metall a acheté des entreprises, une banque, des sociétés immobilières, etc.

L'IG Metall est, paraît-il, le syndicat le plus riche du monde. Mais pour sa caisse de grève, le syndicat marche à l'économie ! Dans l'immobilier la confédération, au contraire, avait vu un peu large, si large même qu'il y a eu un scandale et que les cotisations syndicales sont venues à la res-



Métalleros allemands en grève devant les usines Opel.

(AFP)

cousse de la société immobilière appartenant aux syndicats. Mais quand il s'agit de diriger une grève, l'IG Metall retrouve une mentalité d'épicier. Le nombre de grévistes doit être faible. Plus de 80 % des syndiqués consultés ont eu beau se déclarer favorables à la grève, le syndicat ne se sent pas obligé de tous les

appeler à la grève. Le résultat, c'est qu'il y a d'un côté une minorité de travailleurs en grève isolés, et de l'autre ceux sur qui repose le chantage patronal au lock-out. Le mouvement ouvrier allemand pâtit d'être dirigé par de tels marchands de soupe.

Jean SANDAY

LA DROITE ET LA GAUCHE SONT LES DEUX BOUTS D'UN MÊME BÂTON, MAIS LES TRAVAILLEURS FINIRONT PAR RENDRE LES COUPS

Nous publions ci-dessous de larges extraits de la conférence de presse d'Arlette Laguiller du lundi 21 mai 1984, où notre camarade a présenté la liste qu'elle conduit pour les élections européennes.

■ Un grand nombre de travailleurs sont mécontents, écœurés, et leur colère monte après trois ans d'un gouvernement qui se prétend de gauche.

Il ne se passe pas de semaine sans qu'une nouvelle vague de licenciements soit annoncée. (...) Et il y a tous les licenciements qui ne touchent pas les grandes entreprises, et ne provoquent pas de réactions dont les journaux et la télévision sont obligés de parler, mais qui se multiplient et qui font que le seul objectif économique que le gouvernement Mauroy soit sûr d'atteindre avant la fin de l'année, c'est le cap des deux millions et demi de chômeurs. (...)

Du profit, la bourgeoisie en fait, malgré la crise. Car tout de même, même d'après les chiffres officiels, les hausses de prix avoisineront à la fin de l'année les 7 à 8 % alors que les salaires sont bloqués à 4 %. Alors, qui empochera la différence ? La part des salariés diminue dans le revenu national, en raison du blocage des salaires de ceux qui travaillent, en raison de l'accroissement du nombre des chômeurs et parce que ceux qui retrouvent du travail après une période de chômage n'en retrouvent qu'un bien moins rémunéré. Tout cela accroît la masse des profits dont on nous dit qu'elle est une condition pour qu'enfin la reprise se fasse. Mais on voit bien que ces profits ne s'investissent pas, ne créent pas d'emplois, et qu'ils sont placés sur les marchés financiers, celui des euros, ceux des Etats-Unis ou d'ailleurs, et qu'ils se déplacent au gré de la spéculation qu'ils alimentent. Si le dollar augmente, c'est quand même parce qu'il y a de plus en plus de capitaux qui se transforment en dollars, et ces capitaux viennent bien de quelque part. Et ce n'est un secret pour personne qu'une partie d'entre eux sont français.

Faible devant le patronat, dur envers les chômeurs, ce gouvernement n'est pas de gauche

Alors, oui, derrière ces mouvements économiques, il y a une chose simple, il y a une guerre sociale, il y a une pression formidable de la bourgeoisie pour maintenir, voire accroître, malgré la crise, ses profits au détriment de la classe ouvrière. Pour faire face à la concurrence, il est plus simple de baisser les salaires que d'investir.

Et dans cette guerre sociale, le gouvernement est entièrement, sans réserves, du côté de la bourgeoisie. Le gouvernement est lui-même le maître d'œuvre des licenciements dans les secteurs qui dépendent directement de lui. Il fait des économies sur la Sécurité sociale ou sur les caisses de retraite, il diminue la protection des chômeurs, il diminue les dépenses publiques utiles à la société pour pouvoir consacrer plus d'argent à des subventions au patronat, ouvertes ou déguisées, mais toujours à fonds perdus, parce que jamais créatrices d'emplois.

Et en menant cette politique, une politique anti-ouvrière, le gouvernement de gauche ne nuit pas seulement à la classe ouvrière sur le plan économique, mais aussi, et c'est peut-être plus grave, il lui nuit moralement. En trahissant sinon ses promesses, car elle n'en avait pas fait beaucoup, du moins les espoirs qu'elle représentait,



la gauche au pouvoir se déconsidère, déconsidère ses hommes, ce qui n'est pas grave, parce que ses hommes ne méritent vraiment pas de considération, mais aussi les idées qu'elle prétendait incarner. Aujourd'hui, c'est la gauche au pouvoir qui chante les mérites du profit ; c'est elle qui affirme qu'il est légitime et normal que les patrons licencient. (...)

En reprenant à son compte et la politique et le langage qui sont traditionnellement ceux de la droite, la gauche accredit l'opinion que ses idées ne valent rien, qu'elles sont utopiques, inapplicables, puisqu'une fois au pouvoir, elle est obligée d'agir et de parler comme l'ont fait Barre, Giscard, Chirac.

C'est cela qui désoriente et démoralise les travailleurs, comme c'est cela qui renforce la droite et même l'extrême-droite.

La droite opprimait les travailleurs, la gauche les vend, démissionnons-les tous.

Cela fait longtemps que la droite n'a pas été aussi sûre d'elle qu'elle l'est aujourd'hui après trois ans de gouvernement de gauche. Elle tient le haut du pavé, au sens figuré comme au sens propre. C'est elle qui mobilise ses partisans dans la rue pour peser par des moyens extra-parlementaires sur les décisions gouvernementales. Et elle le fait avec succès, car le gouvernement de gauche recule chaque fois qu'on fait pression sur lui du côté de la droite. Pour plaire à la droite qui manifeste, la gauche au pouvoir renie lamentablement même les quelques engagements qu'elle avait pris sinon vis-à-vis des travailleurs, du moins vis-à-vis de l'électorat de gauche. Sur l'affaire de l'enseignement privé, le gouvernement fait taire ses députés, pourtant aussi godillots que ceux de l'ex-majorité, pour ne pas mécontenter les évêchés et les manifestants mobilisés et utilisés par la droite. (...)

Par sa politique, par les mécontentements qu'il suscite, par la démoralisation qu'il sème dans les rangs ouvriers, par l'encouragement qu'il donne à la droite avec ses reculs, ses compromissions, ses lâchetés, le gouvernement de gauche prépare le terrain pour un retour électoral de la droite. Et je ne vous apprendrai pas que chaque fois que la gauche réformiste a eu, dans le

passé, la responsabilité des affaires gouvernementales, chaque fois, elle a fait le lit de la droite, qui est chaque fois revenue au pouvoir plus arrogante et plus forte. Et j'ajouterais que la droite est chaque fois revenue sur les sollicitations mêmes de la gauche. Trois ans après le premier gouvernement de Front Populaire, c'est la Chambre dite de gauche qui a donné les pleins pouvoirs à Pétain. Deux ans à peine après l'investiture du gouvernement du socialiste Guy Mollet, c'est Guy Mollet lui-même qui est allé dérouler un tapis rouge sous les pieds de De Gaulle.

Alors, évidemment, les travailleurs pourraient se consoler en pensant que cela pourrait être pire, et qu'après tout, au bout de trois ans, un record, Mitterrand, Mauroy, Fiterman et les autres ne nous ont encore ramené ni un Pétain, ni un De Gaulle, ni un Pinochet.

Eh bien, une des choses que j'ai à dire de la part des travailleurs, c'est justement que cette fois-ci, les travailleurs n'attendent pas que cela se fasse. Les travailleurs n'attendent pas passivement ; parce que l'attente n'entraînerait que des coups, encore des coups, toujours des coups, de la part du gouvernement de la gauche d'abord, et puis ensuite, de la part de la droite lorsque la gauche sera usée, déconsidérée, et quelle cédera la place.

Gouvernement de bâbord ou de tribord, c'est toujours la même galère, ne ramons plus.

Nous dirons que les travailleurs savent qu'ils auront à se battre, avec leurs moyens, avec leurs méthodes, par des grèves, dans la rue, comme le fait la droite, et comme le font d'autres catégories sociales. Les travailleurs savent que personne ne les défendra si eux-mêmes ne se défendent pas. (...)

Plus tôt la classe ouvrière réagira, mieux cela vaudra, pour elle-même comme pour tous ceux qui vivent à côté des travailleurs, et qui souffriront, eux aussi, inévitablement, d'un abaissement du pouvoir d'achat de la classe ouvrière, petits commerçants, artisans, professions libérales, même si ces catégories n'en sont pas conscientes, même si elles sont grugées par la droite autant, sinon plus, que les travailleurs le sont par la gauche.

Et nous dirons aussi que la classe ouvrière a la force de résister, de modi-

fier le cours des choses parce qu'elle représente une force colossale lorsqu'elle ose se servir de son nombre, de sa position dans la production, au lieu de croire dans la vertu des bulletins de vote.

Leur Europe, c'est ni celle de la géographie, ni celle des peuples, c'est celle des trusts et des monopoles, de la crise et du chômage.

Et l'Europe dans tout cela ? Eh bien, là aussi, ce n'est pas à vous que j'apprendrai que dans ces élections, de l'Europe tout le monde s'en fiche et contrefiche : les électeurs, comme les partis eux-mêmes. Et il y a de quoi !

Car enfin, l'Europe dont il est vaguement question dans ces élections, n'est ni l'Europe de la géographie, ni l'Europe des peuples, c'est un assemblage tordu d'une petite partie du continent fabriqué sur mesure par et pour des marchands et leurs représentants politiques, qui se payent le ridicule depuis des années de discuter gravement si le Portugal ou l'Espagne, c'est encore l'Europe ou pas, alors qu'ils considèrent avec soi-disant sérieux que la Guadeloupe ou Tahiti en font partie. Comme il est ridicule de parler d'unité européenne alors que pas une frontière n'a été supprimée, pas une douane, et ce ne sont pas les camionneurs qui me démentiront ! Et quel est ce Parlement dont personne ne sait rien, si ce n'est qu'il ne sert à rien ? Je crois que je pourrais gagner tous les paris dans la rue ou au travail autour de moi en demandant qui connaît un seul nom de député européen à part Simone Veil. Ou alors en demandant ce qu'a bien pu décider en cinq ans ce soi-disant Parlement.

Pour ma part, oui, je suis pour l'unification de l'Europe, de toute l'Europe ; pour la suppression de toutes les frontières, pour une fédération de tous les peuples de l'Europe et même du monde. Mais cette Europe-là, la vraie, ce ne peut pas être celle des trusts et des monopoles industriels ou agricoles, ce sera celle des travailleurs unis contre les premiers.

Alors, nous ne demanderons pas aux travailleurs de dire ce qu'ils pensent de l'Europe, mais de dire ce qu'ils pensent de la politique de Giscard, Chirac et Barre faite par Mitterrand, Mauroy et Delors.

La campagne de Lutte Ouvrière

Les meetings de la campagne

Lutte Ouvrière organise un certain nombre de meetings, tant en province qu'à Paris, au cours desquels prendront la parole Arlette Laguiller et d'autres candidats de notre liste.

C'est ainsi qu'Arlette LAGUILLER parlera à :

- **ROMBAS - le samedi 26 mai à 15 h**
Salle des Fêtes
- **STRASBOURG - le samedi 26 mai à 20 h 30**
Salle de l'Aubette, Place Kléber.
- **BOURGES - le lundi 28 mai à 20 h 30**
Salle Calvin (rue Mirebeau)
- **MARSEILLE - le mardi 29 mai à 20 h 30**
Salle de la Mutualité, 1, rue François-Moisson (angle Bd, des Dames), M° Joliette (sortie rue de la République)
- **LILLE - le mercredi 30 mai à 20 h 30**
Salle des Fêtes de Fives, rue de Lannoy, M° Douane du Fives.

D'autres meetings sont prévus avec Arlette Laguiller à DIJON, ROUEN, LYON, RENNES, BORDEAUX et TOULOUSE.

Le dernier meeting de la campagne aura lieu à :

- **PARIS - le vendredi 15 juin à 20 h 30**
Salle de la Mutualité

Les candidats de la liste de Lutte Ouvrière tiendront d'autres meetings. Parmi ceux qui ont été prévus, voici ceux que l'on peut déjà annoncer :

- **ELBEUF (76), mardi 29 mai à 18 h**, Maison des Syndicats, avec Juan Hérédiás et Gisèle Lapeyre.

- **TOURS, mardi 29 mai à 20 h 30**, Hôtel de Ville, salle 18 (entrée par la conciergerie, rue Nationale), avec Chantal Sornin, employée SNCF à Saint-Pierre-des-Corps.

- **VILLEFONTAINE (38), lundi 4 juin à 20 h 30**, Maison pour Tous « Les Roches ».

COLLEZ LES AFFICHES DE LA CAMPAGNE

Tous nos sympathisants, tous ceux qui peuvent nous aider en collant des affiches de la campagne sont les bienvenus.

Aidez-nous à dire que, puis-que « le chômage augmente, la colère des travailleurs aussi », et qu'il faut voter Lutte Ouvrière car quand « la gauche roule à droite, ça mérite une contredanse » et que « la gauche manque de parole, elle n'aura pas nos voix ».

Dites aux « petits commerçants, artisans, professions libérales, la gauche trahit les ouvriers, mais c'est vous que la droite trompe ». Rappelez sur les murs qu'« en 1981, certains disaient qu'Arlette attaquait

trop la gauche, mais aujourd'hui, c'est la gauche qui attaque les travailleurs »...

Aidez-nous à mettre et remettre nos affiches un peu partout pour qu'elles puissent être vues, malgré les énormes moyens dont disposent les grands partis pour se payer des panneaux publicitaires et des colleurs professionnels, chargés de coller leurs grands placards... et recouvrir les affiches des autres.

Vous pouvez vous procurer les affiches de la campagne auprès de nos militants ou en écrivant à :

Lutte Ouvrière
B.P. 233
75865 Paris Cedex 18.

Dans le cadre des prises de parole organisées par les militants de Lutte Ouvrière de l'entreprise, Arlette Laguiller s'adressera :

- Aux travailleurs de **Sacilor** à **Gandrange** (Moselle) le samedi 26 mai à 13 h 15, à l'entrée de l'aciérie.
- Aux employées des **Chèques Postaux d'Orléans-La Source** le lundi 28 mai à 16 h 15, à leur sortie du travail.

A LA RADIO ET A LA TÉLÉVISION



A vos postes !
Lundi 28 mai
Sur **Antenne 2** : Arlette Laguiller sera « L'invitée du jour » dans le cadre du journal de 13 heures.
Vendredi 1^{er} juin
Sur **Europe N° 1** : Notre camarade commentera l'actualité du journal de 8 h à 8 h 30, le matin.
Sur **RTL** : Arlette Laguiller sera interviewée dans le cadre du journal de 18 heures.

Au nom des travailleurs qui en ont assez d'être trahis par la gauche ou opprimés par la droite

1 Arlette LAGUILLER

- | | | | |
|---|--|--|---|
| 2 Désiré NOGRETTE
Ouvrier, Chaussou-Asnières (Hts-de-Seine) - Militant syndical | 21 Yves THORAVALL
Technicien SNECMA, Corbeil-Essonnes - Militant syndical | 41 Colette CORDAT
Infirmière, Bourges - Syndicaliste | 61 Laurence BOULINIER
Employée UAP Paris - Syndicaliste |
| 3 Daniel BÉNARD
Ouvrier Renault-Flins (Yvelines) - Syndicaliste | 22 Jean Louis GAILLARD
Ouvr., Roussel UCLAF Romainville (93) - Responsable syndical | 42 Jean François POZZAN
Ouvrier, CEGEDUR-Angers - Responsable syndical | 62 Marie-Christine PERNIN - Laborantine, Hôpital Edouard Herriot - Lyon - Responsable syndicale |
| 4 Marina PODGORNÝ
Employée CRAMIF, Paris 19 ^e - Militante syndicale | 23 Jean-Pierre SCAGLIA
Ouvrier, Schlumberger-Montrouge (92) - Responsable syndical | 43 Monique GODDE
Infirmière, Paris - Syndicaliste | 63 Patrice CRUNIL
Ouvrier, SNECMA-Gennevilliers (92) - Militant syndical |
| 5 Christian DRIANO
Ouvrier, Peugeot-Sochaux - Militant syndical | 24 Patrick RAMPIONI
Contrôleur-mécanicien, Thomson Levallois (Hts-de-S) - Syndicaliste | 44 Michelle LOUX
Aide-chimiste, Roussel-UCLAF Romainville - Responsable syndicale | 64 Yves PETIOT
Ouvrier, RVI, Lyon - Syndicaliste |
| 6 Chantal CAUQUIL
Employée, AGF-Paris 7 ^e - Déléguée du personnel | 25 Raymond MADEC
Infirmier, Rennes - Militant syndical | 45 François GARCIA
Empl., MGF Le Mans-Syndicaliste | 65 Jean-Paul RIGOLLET
Ing.SNIAS Les Mureaux-Syndicaliste |
| 7 Monique NIANG
Employée Chèques Postaux, Dijon - Militante syndicale | 26 Jean-Marie CLOREC
Ouvrier, Chantiers Navals, La Ciotat (B. du R.) - Syndicaliste | 46 Alain LE FOL
Employé, Chaffoteaux, St Briec (Côtes-du-Nord) - Militant syndical | 66 Agnès LEFEBVRE
Infirmière Lille-Responsable syndicale |
| 8 Jean-François MAS
Ouvrier SAFT Bordeaux-syndicaliste | 27 André LANCTEAU
Ouvrier, Renault-Billancourt - Militant syndical | 47 Michel SCHMIDT
Dessin. N. Schlumberger, Guebwiller (Ht-Rhin) - Responsable syndical | 67 Jean-Claude GRIFFOUL - Ouvrier, RATP, Paris - Militant syndical |
| 9 Georges MESTRES
Ouvrier, Jeumont-Schneider, Lyon - Responsable syndical | 28 Claudine ROUSSIE
Infirmière, Limoges - Syndicaliste | 48 Éliane LACAILLE
Secrét. médicale Belfort-Syndicaliste | 68 Serge FRANCESCHINA
Ouvrier, Rhône-Poulenc, Vitry-sur-Seine (Val-de-M.) - Militant syndical |
| 10 Christiane HAUCHÈRE
Empl. Chèques Postaux, Orléans La Source - Militante syndicale | 29 André MOULIN
Ouvrier Crausot-Loire, St-Chamond (Loire) - Militant syndical | 49 Paule LAURON
Empl. Caisse de retraite, St-Quentin en-Yvelines - Militante syndicale | 69 Germaine BAUER - Empl. Crédit Lyonnais Paris - Syndicaliste |
| 11 Paul PALACIO
Ouvrier, Renault-Billancourt - Militant syndical | 30 Gilles BARRAULT
Ouvrier Michelin-Cholet-Syndicaliste | 50 Michel DEBCEUF
Ouvrier, Leroy-Somer, Angoulême - Responsable syndical | 70 Noël HENNEQUIN
Ouvr., Peugeot Sochaux-Syndicaliste |
| 12 Roland SZPIRKO
Ouvrier, Chaussou-Creil (Oise) - Responsable syndical | 31 Annie SOUCHON
Employée CAF Paris - Syndicaliste | 51 Michel BRETON
Agent tech. Thomson-Gennevilliers (93) - Militant syndical | 71 Michel JÓUANNIN
Dessinateur Alstom-La Courneuve (93) - Militant syndical |
| 13 Chantal SORNIN
Employée SNCF, Tours - St-Pierre-des-Corps - Militante syndicale | 32 Josiane DUBOIS
Ag. technique, Thomson-Colombes (Hts-de-Seine) - Militante syndicale | 52 Pierrette MORINAUD
Enseignante, Strasbourg | 72 Marina SALA - Employée URSSAF Montreuil - Syndicaliste |
| 14 Juan HERÉDIAS
Ouvrier Renault-Cléon (Seine-Mme) - Militant syndical | 33 Annie COUSIN
Infirmière, Troyes - Syndicaliste | 53 Jean-Paul MACE
Ouvrier, Chaussou-Gennevilliers (94) - Militant syndical | 73 Régis DEBLIQUI - Ouvrier Lever Hautbourdin (Nord) Syndicaliste |
| 15 Robert ROIG
Dessin. SNIA Toulouse-Syndicaliste | 34 Jacqueline LE NAOUR
Empl. Séc. Soc. Lorient-Syndicaliste | 54 Roland VIROT
Ouvr., Peugeot-Dijon - Syndicaliste | 74 Jacqueline LAMBERT
Ouvrière, Bourgogne-électronique Dijon - Militante syndicale |
| 16 Dominique WAILLY
Ouvrier, Massey, Lille - Syndicaliste | 35 Gérard NEIS
Siderurgiste, Usinor Neuves-Maisons (M et M) Militant syndical | 55 Jean-Jack LACARRÈRE
Empl. Tri PTT Paris - Syndicaliste | 75 Alain LUGUET
Ouvr., Renault-Flins - Syndicaliste |
| 17 Roland CALMEL
Ouvrier, Rhône-Poulenc, Pont-de-Claix (Isère) - Responsable syndical | 36 Annie RIEUPET
Employée Chèques Postaux, Paris 15 ^e - Militante syndicale | 56 Gisèle LAPEYRE
Laborant. CHU Rouen-Syndicaliste | 76 Yves GUILLEMOT
Ingénieur, General Motors, Gennevilliers - Militant syndical |
| 18 Marie-France BELIN
Employée, Alstom, St-Nazaire - Militante syndicale | 37 Véronique SANSON
Ouvrière, Schlumberger-Montrouge (92) Militante syndicale | 57 Louis PIROIS
Technicien, Thomson-Bagneux (Hts-de-Seine) - Militant syndical | 77 Georges MILLOT
Agent administ., Hôpital Beaujon Clichy (92) - Militant syndical |
| 19 Bernard THIERRY
Siderurgiste, Sacilor-Gandrange (Moselle) - Militant syndical | 38 Maurice CHAYNES
Employé PTT, Montpellier | 58 Anne-Marie LAFLORENTIE - Dactylo, Thomson-Toulouse - Syndicaliste | 78 Patrice GOUJON
Enseignant, Le Havre |
| 20 Josiane MAINVILLE
Infirmière Clermont-Fd, Syndicaliste | 39 Marie-France ROCHE
Aide-soign., Besançon - Syndicaliste | 59 Catherine GUIDOT
Empl. BNP Paris - Déléguée du pers. | 79 Yves PUIG - Ag. technique CGCT Paris Conseiller prud'homme |
| | 40 Laurence VIGUË
Employée, Renault-Billancourt | 60 Dominique GEINDREAU - Cheminot, Villeneuve-Triage (94) - Syndicaliste | 80 Georges ABELLAN
Ouvrier AZF-Toulouse - Syndicaliste |
| | | | 81 Jean-Marie BENITO
Facteur, Paris 18 ^e - Militant syndical |

CITROËN

DANS LES ENTREPRISES

Aulnay : les travailleurs ont marqué des points

A l'usine d'Aulnay, le 18 mai dans l'après-midi, les travailleurs, pour la plupart, ignoraient tout des propositions gouvernementales quand la CGT a ouvert le meeting convoqué au Montage par la phrase « Je vous ai apporté le lait et les dattes » pour fêter la victoire. Les travailleurs accueillirent bien ce qu'on leur présentait comme une victoire avec de vigoureux « On a gagné, on a gagné ! »

Seulement, petit à petit, Akka Ghazzi introduisit des nuances dans son discours, avant de clore par cette conclusion : « Ce n'est pas une victoire, mais c'est un succès » et « Je ne peux pas vous dire que la bataille est finie », au point que certains travailleurs commencèrent par se demander où il voulait en venir, lui qui parlait de succès, mais ne disait pas en quoi c'était un succès, ni ce que concrètement les travail-

leurs avaient obtenu.

André Sainjon, le responsable CGT de la métallurgie, à son tour expliquait : « Nous n'avons pas satisfaction sur tous les plans. (...) Si nous avons fait un bout de chemin, c'est un premier succès et un grand succès (...), mais nous avons encore beaucoup à faire, ce n'est pas fini ». Et, montant le ton : nous allons continuer à user de notre force ». Bref, quand André Sainjon appela les travailleurs à rester mobilisés, tout le monde comprit que, même s'il n'employait pas le mot, c'était un appel à la reprise du travail après ce « premier succès ».

Cela a été compris et accepté comme tel par une grande partie des grévistes, qui a d'ailleurs commencé à quitter l'usine à la suite de ce meeting. André Sainjon avait pu mesurer que les travailleurs n'étaient pas prêts à accepter sans y regarder de

plus près les propositions gouvernementales. Le mouvement s'arrêtait-là.

Ce n'était pas la victoire totale, certes. Mais nombre de travailleurs ont considéré qu'il ne pouvaient pas, dans l'immédiat, obtenir davantage. En effet — et ce n'est sans doute pas un hasard — la veille du jour où Bérégovoy a fait ses propositions, le tribunal de Bobigny rendait un arrêt autorisant la direction à avoir recours à la police pour faire évacuer l'usine. Et, dans l'esprit de nombreux travailleurs, c'était une menace qui comptait.

Aussi, lors d'un meeting qui se tint le lendemain dans l'usine, le samedi 19 mai, quand le bureau du syndicat CGT proposa la reprise, l'ensemble des travailleurs présents la vota dans une ambiance de victoire, malgré tout.

Pour les travailleurs, il s'agit d'un succès, même si

les propositions de Bérégovoy ne comportent aucune garantie pour l'avenir et si ces propositions n'engagent en rien le patron. Au fond — et c'est sans doute une garantie autrement efficace qu'un quelconque engagement de ministre ou de patron — la meilleure garantie qu'aient les travailleurs de Citroën Aulnay, c'est eux-mêmes, c'est leur combativité.

De ce point de vue, rien n'est définitivement joué. Le patron, lui, ne paraît pas avoir renoncé à ses projets. D'ailleurs le journal patronal *Les Echos* a fait remarquer que le délai de trois mois accordé par Bérégovoy « permettait de passer le cap des Européennes et surtout de se retrouver (...) à la mi-août, à un moment où les usines sont closes et les immigrés au pays. » C'est clair. Et pour que ce le soit tout à fait vis-à-vis des travailleurs de Citroën eux-mêmes, la direction a fait procéder le

jour même de la reprise à Aulnay, le mercredi 23 mai, à une augmentation des cadences de plusieurs dizaines de voitures par jour. Pour rattraper le manque à produire de la grève, peut-être, mais surtout pour montrer aux travailleurs que le patron est toujours le patron.

Il n'est pas dit pour autant qu'il y parvienne. Déjà après la grève de 1982, il avait tenté de réimposer les cadences aux OS, sans y réussir vraiment. Et depuis septembre dernier les mouvements de résistance à l'augmentation des cadences n'ont pas cessé, tantôt aux chaînes de montage, tantôt au Ferrage.

Il n'est donc pas dit que le patron arrive à ses fins. D'autant que les travailleurs ont le moral. Ils ont montré qu'ils ne se laisseraient pas faire, ils ont obtenu un sursis, et pour l'instant c'est le patron qui marque le pas.

Correspondant L.O.

Le gouvernement repousse l'échéance des licenciements pour après les élections, le patron hausse le ton

« Le gouvernement accepte 4 000 suppressions d'emplois correspondant à des départs volontaires (pré-retraites et bénéficiaires de l'aide au retour). Par contre, les autres demandes pour lesquelles aucune solution n'a été mise en place sont pour l'instant refusées ». C'est en ces termes que Bérégovoy, le ministre des Affaires sociales, a annoncé le 18 mai qu'il repoussait les 2 300 licenciements demandés par Calvet, le patron de Citroën, et que les « parties disposent d'un délai de trois mois » pour négocier, notamment sur la réduction de la durée du temps de travail et la formation professionnelle.

Sur le fond donc rien n'est réglé, le gouvernement a réussi à repousser les échéances au-delà de la période électorale, jusqu'aux vacances. Mais il n'a pas pris position sur le fond contre les licenciements. Bérégovoy n'a jamais nié qu'il y ait des « sureffectifs » ; au contraire. Et s'il propose aujourd'hui la réduction du temps de travail et la formation professionnelle, cela, de l'avis même des syndicats, ne saurait régler le problème. Car actuellement, à l'usine d'Aulnay, voilà des mois que les travailleurs sont en chômage partiel une journée en moyenne par semaine.

En fait, au bout de la négociation, le gouvernement se

prépare à accepter une partie des licenciements, pourvu que syndicats et patron se mettent d'accord.

Le patron, lui, campe sur ses positions, refuse même pour l'instant de négocier officiellement avec les syndicats. Il vient même de repousser à deux reprises le conseil d'administration de l'entreprise. Et il continue à menacer : pas question de réduire la durée du travail. Et s'il n'obtient pas rapidement l'accord du gouvernement pour licencier, il fait le chantage à la fermeture des usines, crie à la faillite.

Parallèlement, dans une autre usine du groupe, à Talbot-Poissy, il a fait engager une procédure de licenciement (transformée en mise à pied de 2 jours) contre deux responsables de la CGT, Nora Tréhel et Yves Bongiorno, ceux-là mêmes qu'il, en janvier dernier, avaient appelé leurs camarades de travail alors en grève contre les licenciements à se rallier à la proposition gouvernementale autorisant 1905 licenciements sur les 2905 réclamés par Talbot.

Calvet est un patron de combat. Il montre au gouvernement qu'il ne joue pas le jeu mais il sait que le gouvernement, sur le fond, n'est pas hostile aux licenciements. Il ne lui demande qu'un peu de patience pour tenter de faire avaler la pilule aux ouvriers de Citroën, à l'usure.

Non content que le gouvernement l'ait tiré d'une situation difficile créée par la grève d'Aulnay, Calvet, en guise de remerciement, exige davantage : que le gouvernement fasse pression sur la CGT pour qu'elle transige, accepte elle aussi et fasse accepter aux travailleurs ses conditions. Seulement, pour l'instant, le P.D.G. de combat est tombé sur un os, car les travailleurs d'Aulnay n'entendent pas se laisser faire, et ils viennent de le montrer. Et s'ils ont repris le travail au bout d'une semaine de grève, ils savent qu'ils n'ont obtenu qu'un répit et que leur détermination reste leur meilleure garantie.



ECHOS DU BULLETIN LUTTE OUVRIERE CITROËN SAINT-OUEN

Ce qu'on a gagné

Le gouvernement a annoncé sa décision d'autoriser 4 000 licenciements (3 757 pré-retraites plus 404 départs volontaires). Il a refusé « pour l'instant » les 2 300 licenciements demandés et a donné 3 mois à la direction pour négocier la réduction du temps de travail.

Bien sûr, ce n'est pas une victoire définitive mais, pour Saint-Ouen, les 132 camarades qui devaient être licenciés à la fin du mois ne le seront pas, grâce aux grévistes d'Aulnay, de Levallois, de Nanterre et d'Asnières.

La direction n'a plus qu'à mettre ses 132 lettres à la poubelle, mais il y a intérêt à se préparer à mettre le pied sur la poubelle si on veut qu'elles ne ressortent pas.

Sureffectif de chefs

La direction, le gouvernement et presque tous les syndicats, sauf la CGT, disent qu'il y a un sureffectif dans l'industrie automobile.

Jusqu'à cette semaine on ne voyait pas où. Mais toute la semaine dernière l'usine a tourné, alors que quelques dizaines de personnes ont passé leur temps aux portes et sur la piste.

Ils sont quand même bêtes de se mettre en avant et de faire la démonstration qu'ils sont de trop.

Qui vient garder l'usine contre les grévistes perd sa place

Quelques individus, tristement connus déjà, ont distribué un tract à l'Outillage vendredi dernier, s'attaquant aux travailleurs immigrés qui « baisent leurs femmes ».

S'ils ne passaient pas leurs nuits à l'usine, ça ne leur arriverait peut-être pas.

Deux responsables CGT de Talbot sanctionnés

La direction de Peugeot-Talbot n'a pas apprécié la grève lancée par la CGT à Aulnay et dans les usines Citroën de la région parisienne. Maintenant que le travail a repris, elle se venge en sanctionnant deux responsables CGT d'une autre usine du groupe, à Talbot, Nora Tréhel et Yves Bongiorno. Le motif, ou plutôt le prétexte : ils ont diffusé des tracts sur les lieux de travail.

Eh oui, la liberté, chez Talbot, chez Citroën, cela n'existe pour les ouvriers que

quand ils sont en grève et quand ils occupent leurs usines.

Sinon, la liberté d'exprimer, la liberté d'expression n'existent pas. La porte de l'usine franchise, c'est l'état d'exception !

Qu'en pensent les journalistes qui pleuraient sur l'absence de liberté d'information dans l'usine d'Aulnay occupée ? On espère que leurs protestations contre cette atteinte à la plus élémentaire liberté d'information se fera aussi véhémement que la semaine dernière !



Nora Tréhel, l'une des deux syndicalistes sanctionnés.

Asnières : une manche à zéro

La reprise a été votée dimanche dernier en présence de 160 personnes, c'est-à-dire environ la moitié des grévistes. Il faut dire que tout le monde savait qu'Aulnay avait décidé l'arrêt de l'occupation. A l'assemblée, plusieurs travailleurs ont posé des questions sur les licenciements reportés à 3 mois. Visiblement ils étaient inquiets. Deux autres questions sur la formation de trois ans ont été posées. La majorité des grévistes présents a

voté la reprise. 12 travailleurs ont voté pour continuer l'occupation. Le sentiment général est que, si Aulnay reprenait, Asnières ne pouvait pas continuer tout seul. La CGT explique que c'est une victoire. Certains étaient conscients que là, le patron ne s'est, en fait, engagé sur rien ; ils étaient déçus de l'attitude de la CGT. Mais pour beaucoup ce n'est qu'une partie remise. La bagarre contre les licenciements, il faudra la reprendre en septembre, après les trois mois fatidiques. D'ailleurs un travailleur marocain a expliqué à l'ensemble des grévistes qu'il ne fallait pas partir plus d'un mois cet été : tout le monde doit être là en septembre. Il a été chaudement approuvé.

La reprise s'est effectuée sur deux jours (certains étant en chômage technique le lundi). Il reste les « décorations » de l'occupation. Il n'y a peut-être plus de drapeau rouge au sommet de l'usine, mais il reste de larges inscriptions dans la grande cour : « Vive la CGT », « Vive la liberté ». Un professionnel non gréviste a regretté même que la grève n'ait pas duré plus longtemps. Les travailleurs étaient contents de leur grève ; ça se voyait et ils le faisaient sentir.

Maintenant, c'est la direction de Citroën qui a repris l'initiative et a convoqué le Comité d'entreprise avec, comme ordre du jour, le chômage technique... Comme quoi, comme le disait un travailleur, « le patron on ne l'a pas encore assez serré ».



DANS LES ENTREPRISES

LEROY-SOMER (Angoulême)

Face à l'offensive antiouvrière du patron, débrayages contre un licenciement et des sanctions

Au Gond-Pontouvre (700 travailleurs), l'un des départements de Leroy-Somer, le licenciement d'un ouvrier, accusé de « manque de travail » du fait d'arrêts maladie, a provoqué la colère des travailleurs. Deux débrayages ont eu lieu, l'un de plus de 80 travailleurs le vendredi 18 mai, l'autre d'une vingtaine le lundi 19, à l'appel de la CGT et de la CFDT.

Dans un autre département, les Agriers, une vingtaine d'ouvriers ont spontanément débrayé à deux reprises, jeudi après-midi et vendredi matin, contre l'avertissement infligé à un camarade de l'atelier, qui avait pris un jour de congé sans l'accord de son chef.

UNE OFFENSIVE EN REGLE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Cela fait maintenant une quinzaine de jours que la direction de Leroy-Somer (4000 travailleurs à Angoulême, la plus importante entreprise de la région) fait pleuvoir des mauvais coups contre les travailleurs.

En début de mois, la direction annonçait qu'elle réduisait de 7 % les effectifs en supprimant 293 emplois, par le départ en retraite anticipée, dans le cadre d'un accord FNE, des travailleurs de 55 ans. Le fait qu'il étale « sa peine » n'a pas empêché le P.D.G. « d'inciter fortement » ces travailleurs, plutôt

réticents, à partir, ce qui a entraîné mécontentement et amertume pour les camarades concernés.

Mais les mesures les plus brutales ont été, la semaine du 14 au 18 mai, le licenciement de 4 travailleurs et l'envoi d'une soixantaine de lettres d'avertissement et de menaces dans les différents départements. Les motifs allégués tournent tous autour du « manque de travail » !

La direction, qui a manifestement voulu faire des exemples, entend ne pas en rester là. Le P.D.G. déclarait vendredi 18 qu'il ferait la « chasse aux situations anormales » et que 40 personnes sont dans la ligne de mire.

EXTORQUER PLUS DE TRAVAIL...

Cela fait un certain temps que la direction a décrété la mobilisation générale de ses cadres et de ses chefs, dans le but d'accroître la pression sur les travailleurs. Ceux-ci ont vu des mesures folkloriques — des responsables et des petits chefs cravatés sur des machines ! — mais ils ont vu surtout les chefs surexcités faire la chasse au temps mort, obliger à « bourrer » encore plus, avec coups de gueule et menaces à l'appui en permanence. Ce que le P.D.G. résumait récemment au Comité Central d'Entreprise en déclarant : « il faut siffler la

fin de la récréation ».

TOUT EN REDUISANT LES SALAIRES

En même temps, le patron fait baisser les salaires. Les anciens qui partent en préretraite perdront donc 35 % de leur salaire antérieur.

Et samedi 19, le P.D.G. annonçait une réduction de 20 % de la prime d'intéressement en juillet, ce qui représente couramment une perte de 1 000 F environ. Il ajoutait même qu'il envisageait « une baisse générale des salaires ».

POURTANT, DE L'ARGENT, LEROY-SOMER EN A COMME JAMAIS

Bien entendu le P.D.G. a accompagné ces mesures d'une large campagne dans les journaux et les radios de la région sur le thème : c'est la crise ; pour sauver l'entreprise, il faut accepter de durs sacrifices.

Mais manifestement, les sacrifices n'affectent pas les dividendes accordés aux gros actionnaires. Ils n'empêchent pas Leroy-Somer d'avoir repris, avec l'aide de fonds publics, deux filiales d'Alstom, et surtout d'avoir acheté en début d'année une entreprise aux USA, King Bearing, pour 12 millions de dollars.

Correspondant L.O.

RENAULT-FLINS (Yvelines)

La CFDT en baisse

Les élections des délégués du personnel ont eu lieu le 16 mai. Voici ci-dessous les résultats du premier collège (titulaires) :

La CFDT, qui était majoritaire dans le collège ouvrier, perd donc 8,5 % des voix, qui se répartissent moitié sur la CGT, moitié sur FO.

Pourquoi cette chute ? Tout d'abord, la CFDT n'a pas gagné la considération des ouvriers depuis qu'elle est majoritaire à la gestion du Comité d'entreprise, loin de là. Ses militants prennent peu à peu conscience de l'ampleur des dettes qui datent — ils ne cessent de le clamer — d'avant que la CFDT ait le secrétariat du CE. Mais pour l'ensemble

	inscrits	exprimés	C.G.T.	C.F.D.T.	F.O.
1983	15 293	9 303 (61 %)	3 825 (41 %) 28 élus	4 364 (47 %) 33 élus	1 114 (12 %) 8 élus
1984	15 009	8 791 (58,5 %)	3 986 (45,3 %) 30 élus	3 376 (38,4 %) 25 élus	1 429 (16,2 %) 11 élus

des travailleurs, ce qui ressort de tout ça, c'est que ça va mal.

Une certaine démoralisation des militants cégétistes se traduit, par ailleurs, par une baisse évidente de leur activité militante. Leur campagne électorale a été des plus réduites (alors que la CGT a fait le battage sur l'attribution par la direction d'une prime de 1 000 F pour

la sortie de la nouvelle voiture, sur proposition de la CGT).

Enfin, au moment où se sont déroulées les élections, a dû jouer également le fait que par rapport à la CFDT la CGT bénéficiait, elle, d'une aura de radicalisme, en raison particulièrement de la grève des usines Citroën.

Correspondant L.O.

La journée « Le Creusot ville en lutte » organisée par les syndicats

La CGT et la CFDT ont organisé le jeudi 17 mai une journée « Le Creusot ville en lutte », avec des débrayages, des rassemblements dans la journée, et un meeting le soir à 17 h 30 au centre ville. Les petits commerçants se sont associés, en fermant boutique à 17 h 30, et les sous-traitants de Creusot-Loire, menacés de ne pas être payés, ont bloqué les routes et distribué des tracts. Le conseil municipal, à majorité socialiste, soutenait cette action à l'unanimité, avec les conseillers UDF et RPR.

Dans l'usine, les débrayages ont été bien suivis. Mais au rassemblement du matin et de l'après-midi, il n'y avait qu'une centaine de personnes, c'est-à-dire les seuls militants. Ils ont formé des cortèges de voitures parcourant Le Creusot en faisant des appels sono pour le meeting du soir.

A ce meeting, il y avait 1 500 personnes, qui se sont rassemblées sous une pluie battante. C'est un succès tout relatif : nous sommes 6 500 à l'usine et la ville compte 35 000 habitants.

Les travailleurs ne se sont pas mobilisés pour cette jour-

née. Certains disaient : « C'était il y a deux mois qu'on était prêts. Maintenant, c'est du cinéma qu'ils font ».

En effet, au mois de février, une série de débrayages ont été lancés par la CGT, secteur par secteur sur des revendications sectorielles. A UT (500 personnes), où on fait le matériel ferroviaire et où il y avait des commandes, on a fait deux heures de grève par jour pendant un mois. A Framatome, une demi-heure par jour pendant trois semaines. En Energie (secteur de mécanique lourde), plusieurs fois une heure. Par contre, en Métallurgie, ces débrayages ont été peu nombreux : dans ce secteur où depuis un an il y a du chômage technique, et où la direction parle de sureffectif, voire de fermeture, les travailleurs n'étaient pas chauds pour des débrayages symboliques.

Au bout d'un mois, la direction n'ayant rien cédé, ces débrayages ont cessé. Mais ceux qui les ont faits, et surtout ceux qui ont cru que la CGT allait lancer quelque chose de sérieux ont été déçus et renforcés dans le sentiment d'être impuissants.

Aujourd'hui, avec la mise en suspension provisoire de poursuite, un plan de restructuration est à l'étude. Creusot-Loire veut se débarrasser de toutes les activités sidérurgiques du Creusot, qui emploient 2 500 personnes.

Rien de certain n'a été annoncé pour les emplois. La direction multiplie des déclarations savamment calculées pour semer l'inquiétude. Ainsi, début mai, un directeur a dit que la paie du 10 ne serait peut-être pas versée. Ce qui a fait les gros titres de la presse locale. Ou bien, les travailleurs immigrés, au nombre de 80 à être volontaires pour le « retour au pays » contre une somme de 7 à 9 millions de centimes s'entendent dire qu'avec la SPP, plus rien n'est sûr.

La direction entoure les suppressions d'emploi qu'elle projette de tout un cinéma. Elle semble craindre les réactions des travailleurs, et elle n'a sans doute pas tort : car jusqu'ici, rien de décisif ne s'est joué, et dans le passé, les travailleurs du Creusot ont déjà prouvé qu'ils savaient se mobiliser massivement.

Correspondant LO

VIA Assurances (Paris 9^e)

La direction et les syndicats prétendent choisir eux-mêmes les délégués du personnel

Le 15 mai, jour des élections, le résultat est proclamé à 14 h par le bureau de vote : 361 abstentions, 115 blancs et nuls, sur 914 inscrits : un deuxième tour doit être organisé. Un procès-verbal est signé en conséquence.

Cette abstention massive fait suite à l'appel lancé par un délégué du personnel, régulièrement élu depuis 1980 mais qui, exclu avec d'autres syndiqués de la CGT en 1982, ne peut plus faire acte de candidature dès le premier tour, la loi y donnant le monopole de présentation des candidatures aux seuls appareils syndicaux. Trois années de suite, les employés, en s'abstenant au premier tour, ont imposé l'organisation d'un deuxième tour auquel ce travailleur peut se présenter à leurs suffrages.

Mais cette fois-ci, dans l'après-midi même, le directeur du personnel adjoint, qui n'aime pas les délégués du personnel qui remplissent leur mandat, prétend qu'un « nouveau » code du travail a été publié en 1982 et qu'il faut désormais compter les blancs et nuls avec les suffrages exprimés, donc le quorum est

atteint et que 5 candidats CGT et 3 CFDT sont élus. La direction convoque le jour même et les jours suivants les membres du bureau de vote pour les influencer et leur faire signer un nouveau procès-verbal inversant le résultat des élections.

C'est certes vrai que le Code du travail a été modifié sur d'autres points. Mais le paragraphe concernant le quorum est resté identique et toute la jurisprudence antérieure continue de s'appliquer.

Cette tentative de la direction pour tripoter les résultats dans un sens qui lui convient mieux à reçu l'assentiment et l'approbation des syndicats CGT et CFDT de l'entreprise. Chacun y est allé de son tract en forme de note de service. L'un parlant des « alliés de la droite la plus réactionnaire », l'autre de « quelques sycophantes d'une organisation politique » à propos des travailleurs qui réclament l'organisation d'un second tour et de ce délégué, que les travailleurs s'obstinent à élire malgré l'opinion contraire de la direction et des bonzes syndicaux.

Mais les employés ne se

sont pas laissé impressionner par ce coup de bluff : déjà plus de 300 d'entre eux ont signé une pétition pour exiger l'organisation régulière d'un second tour, des employés contestent en justice l'inversion des résultats.

L'affaire n'est pas finie. Choisir les délégués du personnel, c'est quand même aux employés de le faire, à personne d'autre !

Correspondant LO

SGF Sainte-Jamme (Sarthe)

Cachez ces licenciés que je ne saurais voir



Le délégué départemental CGT (à gauche) et l'adjoint au maire du Mans (de dos) au milieu des fondeurs en colère, qu'ils essayaient de calmer.

Jeudi 17 mai, avaient lieu les « rencontres du Mans ». Ces « rencontres » réunissent ce que la presse locale appelle les « décideurs sociaux », c'est-à-dire, entre autres, les représentants patronaux, le maire Robert Jarry, du PCF, etc., et tout ce beau monde palabre sur l'avenir industriel du Mans, avec des réflexions du genre : « De nombreuses entreprises se situent dans des créneaux porteurs. Les salariés sont porteurs d'une technicité et d'un savoir-faire » (Robert Jarry), ou encore « L'entreprise c'est avant tout des hommes » (un patron).

Mais les palabres mondains de ces messieurs ont été perturbés par les ouvriers de la SGF de Sainte-Jamme à qui l'on vient d'annoncer 322 licenciements.

Après avoir les fondeurs avaient dû forcer le barrage formé par le responsable de l'UD-CGT et le maire adjoint qui leur demandaient de ne pas pénétrer dans la salle pour ne pas perturber la réunion !

Qu'à cela ne tienne, les travailleurs sont rentrés quand même pour crier : « Il y a assez de chômeurs en Sarthe ; on peut vivre et travailler au pays ; Sainte-Jamme vivra ».

Non seulement les industriels, mais aussi le maire PCF, n'ont guère apprécié cette intrusion des ouvriers dans leur petit colloque. Ainsi devant l'intervention des travailleurs, rapporte le Maine Libre du vendredi 18 mai, « Robert Jarry est resté de marbre. Les manifestants partis, il a simplement noté que cette intervention était inutile et qu'elle faisait prendre du retard à la réunion, mais qu'elle était aussi l'occasion de « réfléchir sur une autre manière de percevoir le problème de l'emploi ».

Monsieur Robert Jarry, maire du Mans et par ailleurs candidat sur la liste PCF aux élections européennes, préfère donc les palabres avec les patrons aux interventions des travailleurs que l'on jette à la rue.

Correspondant LO

ECHOS DES ENTREPRISES...

• La raison du plus fou

Une journée de mise à pied, c'est la sanction que vient d'avoir une de nos camarades pour ne pas être venue lundi 7 mai, journée de chômage technique, alors qu'elle était convoquée.

C'est sans doute le résultat d'un nouvel accès de délire du malade de service. Encore un peu, et il va nous mettre un jour de mise à pied pour oser venir à l'usine un jour où il n'y a pas de chômage.

• Chômage à la carte

Vendredi, jour de chômage technique, plus de la moitié du personnel était convoquée. Au B1 près de 60 machines sur 70 tournaient.

Alors on peut se demander quels sont les critères pour qu'une journée soit appelée de « chômage technique ». Les lubies de la direction ?

Mais si une bonne partie d'entre-nous étaient là, les cars, eux, en revanche, étaient tous mis en chômage technique.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière de D.B.A. Beauvais.

Pour faire entendre la voix des travailleurs qui en ont assez d'être trahis par la gauche ou opprimés par la droite

VERSEZ A LA SOUSCRIPTION

Nous publions ci-dessous la suite des souscriptions recueillies pour soutenir financièrement la campagne de la liste de Lutte Ouvrière aux élections européennes. Ce n'est qu'un début ; la liste de ceux qui nous ont déjà apporté leur soutien ou qui vont le faire continuera à être publiée dans les numéros suivants de notre journal.

Nous avons recueilli jusqu'à ce jour 167 947 F.

Nous remercions tous ceux qui nous ont déjà apporté leur aide financière. Mais nous sommes encore loin du compte : les frais nécessités par une telle campagne, ne serait-ce que les frais minimum obligatoires légalement, comme l'édition des bulletins de vote, sont considérables pour une petite organisation comme la nôtre (les grands partis, eux, verront au contraire entièrement remboursés leurs frais par l'Etat).

Plus nos souscripteurs seront nombreux et généreux, plus Arlette Laguiller et ses camarades qui composent la liste de Lutte Ouvrière auront de moyens pour dire ce qu'ils ont à dire.

Versez et faites verser vos amis, vos parents, vos camarades de travail sur les listes de souscription présentées par les militants de Lutte Ouvrière, ou envoyez directement votre soutien à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10 R.

Liste n° 3

LILLE :

Marie-France, 30. Odette, 140. Serge et Christine, 50. Pascal et Gisèle PTT, 150. Daniel, CHR Lille, 100. Robert licencié de Massey Ferguson, 100. Ghislaine et Jean-Luc, ouvriers métallurgistes, 100. Van Sanoë, 100. Monfillette, 100. MJ Marie, 150. Daniel PEG sciences, 50. Danila MA, 50. Prof. Mitterie, 50. Prof. Mitterie, 50. Kozlowski, 30. Mireille, 30. M. et Mme Hus, 50. Sieurin, 8. Anonyme, 50. Retraité, 50. Pierre, 50. Raymond, 50. Louis Joseph, 30. Djamilia, 500. Lechemi, 100. Liamine, 150. Veronique, 20. Laurence, 50. Hann, 100. Dédé St-Auban, 100. J.-Pierre Lille, 50. Delaunoy, 50.

LEVER LILLE

André, 40. Michel, 40. Jean-Marc, 20. Un qui donne pour le bon baratin d'Arlette, 20.

TOURCOING

Papyle Max, 100. Un prof, 50.

LYON

Eva, 50. Colette Macé, 50. Sylvain, 20. Lemmers, 14. Garrel, 50. Pineni, 20. Denise Joly, 20. Philippe, 200. Roland, 50. Michel, 50. Un acheteur, 10. Antoinette, 40. Un sympathisant pas très d'accord avec les élections européennes, 250. AP, 2 000. Surdel, 100. Rigaux, 4. Vérona, 44. RVI - LYON

Un ouvrier, 10. Un ouvrier, 10. Gonzalez, 10. Un ouvrier, 10. Un ouvrier, 10. Favro Christophe, 10. Louis, 10. Farouk, 10. Glenat, 20.

TOULOUSE

Jean-Henry, 15. Renouf « à défaut de mieux », 50. Peytavi Hélène, 60. Begnana Patrice, 100. Ferrere Fabienne, 250. Myriam Lind, 100. Maman d'un copain, 200. Besson Martine, 10. Une intérimaire de Thomson, 100. Technicienne au chômage, 100. Une sympathisante, 100.

CAHORS

Institutrice retraitée de l'école laïque, 500.

PAU : Yves et Michel, 50.

ANGOULEME : Croizard, 50.

BORDEAUX

Une retraitée, 50. Une charentaise, 500. Michel SEP, 100. G. SEP, 100. S. SEP, 100. Mme Guyot, 300. Agnès, 50. Cathy, 40.

LIMOGES

Une sympathisante, 100. Une chômeuse, 50.

BOURGES

Trois sympathisants, 100. Gaston Defins, 100. Un instit., 200. Un Michelin, 20. Mme Perramet, 50. Mme Peugnèz, 20. Claude, 50. Alain, 50. Yolande, 50.

ORLEANS

Martine CCP, 10. Nicole CCP, 10. Josette, 100. Y. Geet, 100. Thierry postier du Tri-Gare Orléans, 200. Hache Annie, 30. Josiane Lamiable, 100. Une lectrice, Cité Dauphine, 20. Micheline, 30. Michel Bourreau, 150.

VIERZON

Soutien, 20. Françoise anti-raciste, 50. Collecte, 100. Marc Limoge, 200. Cineau,

100. Un agent hospitalier, 50. J.-Y. Rochex, 400. Mme Aubrun, 100. Retraité Fulmen, 20. Syndiqué CFDT Paulstra, 20. Employé Castorama, 20. Pour le vrai communisme, 20. Oxycoupeur Unelec, 50. Claude Sornin, 500. Michel et Jojo, 150. Patrick et Jacqueline, 200. Casane et Christine, 100. Un cheminot de Vierz, 10.

DIJON

Thierry Freis, 200. Bernard, 100. Brousseau, 200. R.C., 200. D. Pauthex, 500.

TROYES

Une aide soignante, 100. Une mémé, 50. Une infirmière, 100. Une infirmière, 200. PARIS ET REGION PARISIENNE

Patricia Gomez, 300. Roland, 200. Petitpère, 250. Alain, 100. Philippe, 100. Charlotte, 100. Jacqueline Dupin, 20. Josette Cusey, 25. Marie Noëlille, 10. Pecheux Catherine, 50. Mme Jouan, 10. Anne Claire, 20. Robert, 10. Dan, 20. Un directeur de société immobilière, 20. Un travailleur, 3. Dufour, 100. Claire, 200. Eric, 30. Gaillard, 250. Paul Lefever, 100. Betinas, 100. Boreau, 100. Rimenez, 20. Christian, 35. Christine, 50. Willy, 50. Couralet Alain, 200. Anonyme, 20. Anonyme, 40. Jean, 10. Poinsoie, 50.

UAP LE PELETIER (PARIS)

Foata, 25. Michèle Fiolet, 50. Christian Boulonier, 200. Une employée UAP Le Peletier, 20. Joce, employée UAP, 30. Dorré, 150. Chellita, 60. S. Taillandier, 200. Anne-Marie Classe, 20. Une employée UAP Le Peletier, 50. Une employée UAP, 20. Thomas Joëlle, 25. Cortese Martine, 10. Larivière Patricia, 15. Julien, 10. Legrand, 10. M. Pluralité, 15. Mme Favier, 30. Un groupe d'employés de la C.C.A.S. UAP, 70. Dupuis, 15. Un militant CGT, 10.

C.N.E. PARIS

Jean-Pierre, 30. Remy, 20. Martin, 20. Plumet, 50.

FAC NANTERRE

Robert (personnel administratif), 40. Pascal, 160. Annie, 100.

CCP BOURSEUL (PARIS)

Pacaut Alban, 50. Jacques, 100. Employé d'usine, 300. Employé Nicolas, 100. Employé Chèques, 50. Employé Chèques, 50. Christian, 170. Gérard, 50. MARCHE DE CREIL (OISE)

Une creilloise, 60. Mme Decoudin, 50. Parys, 20. Une Creilloise, 10. Mme Denis, 20.

CHAUSSEON CREIL (OISE)

Serge, 500. Mamadou, 100.

PARIS TRI PLM

Patrick, 100. Ano, 50. Buhot, 30. Laurent, 100. David, 20. Barge, 50. Rollet, 150.

PARIS INTER ARCHIVES

Martine, 100. Marie, 100. Philippe, 100. Michel, 100. Alain, 100. Murielle, 30. Jacques, 50. Emile, 20. Christian, 100. Bernard, 100. Lyliane, 100.

ROUSSEL UCLAF (ROMAINVILLE)

Un cadre, 100. Jean Berranger, 100. M. Khiari, 50. Simone Saux, 20. Eric Guisguillert, 50. Alain Ittis, 30. J.-M. Jacquenod, 50. Christiane, 50. Maryvonne Delétang, 50. Mansuy, 20. Martine, 30. Danielle, 30. Nacer, 50. Annie, 20. Robert, 30. Nénesse, 20. Eliane Pradao, 50. Isaac Nahon, 20. Christine Pierre, 20.

ROSNY-SOUS-BOIS (SEINE ST-DENIS)

Famille Bague, 100. Pierrette Levot, 100. Famille Machado, 50.

ALSTHOM SAINT-OUEN

(SEINE ST-DENIS)

Mark, 15. Dominique, 20. Rocki, 5. Alain, 10. Amrane, 15.

PTT CRETEIL CTA

Alain, 20. Almé, 50. Berkov, 20. Dédé, 10. Patrice, 10. G. 100. Michèle, 50.

CRÉTEIL

Patrick, 50.

PARIS SORBONNE

N.P., 10. E.I., 20. Anna, 50. Jean-Pierre A., 10. Soutien, 8.

ORSAY

Rémy, 200. Philippe, 100. Duhamel, 100. Sadock, 100. Brenot, 50. Verdier, 100. Rahbah, 50. Boudriga, 50. Anonyme, 100.

SAINT-OUEN (SEINE SAINT-DENIS)

Vanacker, 10.

CHEQUES MONTARNASSE (PARIS)

Patrick, 100. Fabienne, 100. Joël, 30. Fille Sympa, 50. Joseph, 40. Christine, 50. Eliane, 50. Kawamura, 170. Lucie, 100.

NANCY

Etienne, 500. Albertine Duplex, 250.

CHU BRABOIS (NANCY)

Claire, 40. Carillet Yves, 50. Yolande (Oph), 15. Monique Halma, 50. Marie Odile, 100. Monique, 50. Claire, 30. Anonyme, 10. Equipe Café, 10. Huguette, 25. Jojo, 20. Carole, 20.

METZ

Catherine, contre l'austérité de gauche comme de droite, 100. Sylvie, 10. Fernande et Walter, 20. Marie-Claude, 20.

USINOR NEUVES MAISONS

Gérard Neis, 100. Denis Austasie, 25. Franco Zuccarrini, 20. Trapp Gérard, 20. Julien Carlier, 10.

NANCY

Albertine Duplex, 250. Etienne, 500.

BORDEAUX (Hôpital Sud)

Françoise, 320. Christine, 100. Bernard, 50. Lemaître, 100. Marie-Jo, 40. Anonyme, 200. Vieux sympathisant, 40. Chantal Bugeat, 50. Isabelle Espalugue, 50. Joseph, 20.

BORDEAUX

Marty J.-Luc, 100. Montanes Martine, 100. Bercy C., 50. Maria, 50. Montanes Lucienne, 50. Jean, 1.000. Suzanne Philippe, 300. Bozons, 100. Comtres J.-Louis, 20. Gounyres J.-Pierre, 20. Myriam, 20. Jean-Pierre, 20. Routier sympa, 50. Christian et sa copine, 50. Vasori J.-Claude, 100. Mahé J.-Marie, 50. Charraud Roland, 10. Claude, 50. Bechardergue, 30. Un copain de travail, 20. Bloy, 100. Duval Bruno, 25. Anonyme, 24. Pierrot J.-Claude, 50. Cambot Louis, 100. Talandier Agathe, 30. Marc, 50. Philippe, 50. Guyot Nathalie, 100. Guyot Christophe, 100. Joëlle, 100. Chassagne, 100. Dame déçue par la gauche, 10. Jean Paul (Michelin), 100. Iranien, 10. Bouloussa, 50. Une postière soulacaise, 100. Marchand de Pessac, 20. Parent, 50. Armelle, 50. Pessacais, 50. Gilles, 100. Bourineau Marianne, 100. Un cheminot, 50. Lacoste Jean, 50. Lacoste François, 35. Voinieras, 50. Un enragé contre la droite, 10. Une sympathisante, 200. Soutien, 10.

ANGOULÈME (Leroy-Somer)

Un travailleur, 50. Un métallo, 100. Un travailleur, 20. Un travailleur, 100. Un travailleur, 20. Un travailleur, 30. Un travailleur, 10. Un travailleur, 20.

ANGOULÈME (Chaenaud)

Un ouvrier, 30. Sympathisant PCF, 20. Un ouvrier, 30. Daniel, 30.

ANGOULÈME (Collège Gond-Pontouvre)

Anne-Marie, 50. Jeannette, 50. Sylvette, 50. Bernard, 50. André, 50. Béatrice, 50. Joséphine, 50. Jean-Pierre, 50. Jacqueline, 50. Jean-Pierre, 50. Pierrette, 50. M.-Madeleine, 50.

ANGOULÈME

Azel, 40. Martine, 50. Un retraité révolutionnaire, 30. Michèle, 100. Parents sympas, 1.000. Marie Hélène, 50. Christine, 30. Monique, 50. Michel de Marans, 20.

TOULOUSE

Un sympathisant de loin, 50. Bravo, 20. X, 30. Delbos-Capdenas, 100. Un travailleur de Ratier, 100. Zuliani J.M., 10. Caperan A., 10. Estival B., 10. Aïcha, 20. Libilbety Nono, 40. Tronche Fr., 10. Mouysset S., 80. Une retraitée sympathisante, 50. Une sympathisante convaincue, 50. Une retraitée, 50. Une sympathisante, 50. Françoise, 100. Aurélie, 10. Pour la révolution, 750. Debrulle J.Louis, 20. Sanger Nicole, 25. Frayssie Bernard, 20. Une ouvrière de Motorola, 100. Un ouvrier de Motorola et Claudine, 100. Une ménagère qui aime bien Arlette, 10. Une stagiaire CRPA, 10. Guy Ballester, 50. Jacques (pour les petites qui n'ont pas de moyens), 70. Joseph, 50. Thierry (pour que LO soit mieux connue), 25. Michel Soumet PSU (par solidarité des petites listes), 60. Claude, PTT, 50. Danièle, BNP, 300. Coumin Marie-France, 30. Chanaud Marcel, 150. Dominique, sympathisant Mirail, 50. M.-Laure (pour que l'extrême-gauche y soit mais pas sur les positions ci-dessus), 50.

CASTRES

Bouziane M., 20. Un mégissier de Mazamet, 100. Monléon, 50. Mme Tressens, 200.

LA SORBONNE (Paris)

Pinpin, 200. Michèle, 100. Philippe, 100. Michel, 300.

THOMSON (Gennevilliers)

Une mère, 100. M. Martine, 25. M. Patrice Mautin, 25. M. Gasnot, 100. M. Carcenac, 100.

RENAULT CTR Rueil

Bureau de calculs, 500. Un sympathisant cadre, 50. Jean-Luc, style, 50. Georges, essais, 30. Maurice Mallet, ateliers, 100. Gégé, informatique, 50. Michèle, retraitée, 200. Soso, 100. Ingénieur, en soutien, 200. Nanar, plastiques, 30. « Arlette, je l'aime bien », 20. Une concierge, 20. Didier, 50. P. Demeaux, B.E., 30.

RENAULT-BILLANCOURT (Département 14-49)

Travailleur du 14, 20. Semani, 10. Khanouche, 20. Cadoret, 30. Soutien, 10. Un camarade, 20. J.C.L., 30. Ramos, 20. Joly, 10. Mendil, 15. Torrégrossa F., 20. Losada, 15. Jacques, 10. Fuentes, 20. Ralph, 20. Jacotin, 15. Sierra, 15. Claude, 20. Mendy, 15. De Souza, 10. Michel, 20. Gérard, 100. Albert, 100. Michel, 100. Marcel, 50. Victor, 50. Jacques, 50. Michel, 150. Michel, 50. Perard, 50. Gilles, 300. Magid, 100. Lucien, 50. Guirard, 50. Mohamed, 50. Christiane, 50. Jeleuko, 50. Un travailleur du dpt 57, 50. Un travailleur, 50. Dominique, 50. Un travailleur du 54, 50. Jeannot, 50. Pierrot, 50. Marcel Delanet, 20. René, 20. Jo Roland, 150. D. Stryz, 100. « Un déçu du socialisme », 300. Kavafian, 100. Yves, 50. Deudon, 50. Brie, 50. Un pote du 14, 100.

REIMS

Bill, 200. Sebille, LCR, 20. Georgette Mongeot, 100. Annie (Crédit Lyonnais), 200. Alain, 50. Philippe, 200. Didier Chaillon, 50. Christian, 50. Françoise Boschet, 50. Cathy, 200. Coccinelle, 100. Elizabeth B., 100.

PARIS ET RÉGION PARISIENNE

Catherine, 100. Instit, 30. Marie, 50. Népo, 300. Alain, 50. Pierre Bess, 50. Pémilino Antoine, 30. Gressier A-C-B, 300. Brunetière Jacques, 100. Nicolas, 10. Francis, 5. Gomez, 5. Libertas, 20. Zobinard, 10. Twister, 20. Christiane D., 100. Frédéric Olivennes, 50. Emmanuel Pinto, 60. Pierre C., 20. Martine P., 20. La mère d'Anne, 100. Mamie, 30. Nathalie, 30. Yannick, 20. Hélène, 10. Anonyme, 50. Basile, 20. Meunier, 100. Thérèse, 500. Francis LCR, 40. Soutien, 30. Frédéric Sœur, 30. Thérèse Vignes, 100. Joëlle Benguigui, 100. Un habitant de Boulogne-Billancourt, 20. Un habitant de Boulogne-Billancourt, 20. Un habitant de Boulogne-Billancourt, 10. Maradenes Patrick, 100. Nathalie Le Helloco, 100. Bitafu Diamu, 10. Diop Djibir, 10. Claudet Virginia, 1. Anonyme, 10. Mornot Monique, 50. Anonyme, 5. Kervel Anne, 30. Ratovondrahona, 30. Bauer Dominique, 30. Dubost, 30. Retaillaud Emmauelle, 20. Sylvie Cahen, 20. Sainsaulieu Liliane, 90. Elisabeth, 30. Laurent, 40. Serge, 150. Patrice, 150. Marianne, 50. Pontonnier NP, 100. Bazire Françoise, 200. Oribaut Roger, 20. Hathe Yveline, 40. Coco, 100. Andre Martine, 150. Gabrielle, 150. Dominique, 50. Robert, 300. Une copine, 300. Gaëlle, 30. Solange, 1.000. Une sympathisante du XIV, 200.

LE KREMLIN-BICÈTRE

Batteuse, 20. Un retraité, 20. Fernandez, 20. Gallet, 20. Bleist, 5. Mme Rocher, 5.

RHÔNE-POULENC VITRY

Marie Paule, 200. Parain, 50. Henri, 500. Philippe, 250. Tissier Christiane, 100. Une technicienne, 30. Un sympathisant, 70. Une technicienne, 20. Un technicien, 40. Bernadette Virolle, 50. Le Belleguy Jacques, 10. Ciuti Patrice, 100.

Blanchard André, 20. Lerousseau Annick, 10. Planche Michel, 50. Ver-cruysse Pierre, 10. J.B, 15. Parents (Albon), 50. Un ouvrier du CNG, 20. Gorge Gilbert, 20.

RÉGION PARISIENNE

Le Chevallier D., 100. Pariot P., 50. Le Chevallier I, 200. Un enseignant, 100. Michel, 20. Patricia, 20. Daniel, 50. G.D., 50. Yann, 20. Patrick, 10. Michèle, 10. Renée, 20. J.J., 10. Nicole, 10. Béatrice, 10. Jean-Pierre, 10. Yves, 20. L.C., 10. Martine, 20. Alain, 50.

GENERAL MOTORS (Gennevilliers)

Yves Guillemot, 200. Technicien méthodes, 50. Ouvrier entretien, 10. Technicien méthodes, 100. Ouvrier galvanoplastie, 20. Technicien méthodes, 100. Ouvrière BF, 50. Ouvrier servo-frein, 30. Ouvrier entretien, 20.

AULNAY

Bernard Favret, 100. Michel Fronteau, 200. Ancien locataire, 50. Chantal Demay, 60. Paul Body 200.

RÉGION PARISIENNE

Marie-José, 100. Marie-France, 50. Alain, 100. Patrick, 50.

CRÉDIT LYONNAIS LA DÉFENSE

Ghislaine, 50. Daniel, 50. Jean-Claude, 20. Philippe Chaffaud, 50. Daniel Biguet, 50. Marie-Jo, 100. Jean-Pierre, 100. Michel Slezak, 100. Anonyme, 50. Alain, 10.

RÉGION PARISIENNE

Une sympathisante, 100. Sympathisante, 100. Sympathisante, 26. J.P. Vial, 111 F. Un médecin sympathisant, 100.

RATEAU LA COURNEUVE

Mario, 150. Femme de ménage, 50. Fernandez S., 50. Nour, 50. Serge, 20. Cherif, 20. Daniel, 20. Un tourneur, 25. Fabien, 50. Michel, 20. Perez, 50. Riéci, 25. Revuelta, 20. Zair, 20. Guermont, 10. Legrand, 20. Jean-Pierre, 15.

RÉGION PARISIENNE

Marthe « pour les idées révolutionnaires », 150.

LYCÉE LE CORBUSIER (Aubervilliers) N.P., 200. JAM, 100. Zoheir, 50.

CRÉDIT LYONNAIS SIÈGE ET DÉFENSE

Bauer, 350. Vallet, 100. Blon, 100. Cléré, 10. Munuera, 50. Claude, 30. Farida, 20. Léon, 50. De Caunes, 30. André, 30. Jacques, 20. Béatrice, 20. Chantal, 20. Arandel, 10. Anonyme, 10. Catudal, 20. Cauty J., 10. Françoise, 10. Libaude, 20. François, 10. Petit cœur, 10. Launay, 10. Gonzales, 10. André, 20. Ferey, 10. Epailard, 20. Caillet, 20. Panafit, 20. Penard, 100. Hamelin, 30. Pousier, 50. Bernard, 20. Dufy, 20. Amanda, 100. Anonyme, 50. Anonyme, 100. Françoise, 100. Marie-Cat., 50. Josette, 50. Françoise, 50. Anonyme, 100. Anonyme, 20. Anonyme, 50. Anonyme, 50. Anonyme, 40. D'Harcourt, 50. Courville, 30. Anonyme, 50. Aline Méchin, 100. J.L. Télécom, 200.

CRÉDIT LYONNAIS (Levallois)

Pellechia D., 50. Faity J. 50. Dain R., 50. Adam E., 10. Delmas M., 20. Chambon D., 10. Nivert El., 20. Desmesliers M., 10. Horta-Marques, 50. Buhon Claudine, 50. Brione Nicole, 20. Carrel, 20. Quéré, 20. Teddy Sapin, 100. Dominique, 50. Claude Guimard, 20. Nounours, 100. Jean-Pierre, 120. Isa, 50. Bibi, 50.

RÉGION PARISIENNE

Bonnafoix, 50. Mancheville P., 100. Philippe D., 100. Mellon M., 50. Giraudon, 100. Mancheville G. et G., 150. Bernard, 200. Escolono, 200. Ginsbourg, 100. Thesy, 30. Maryse, 30. Une artiste, 50. Danièle, 20. Françoise, 20. Nora, 10. Jean-Pierre, 20. Christine, 100. Corinne, 100. Xavier, 50. Murielle, Aulnay, 60.

LT-LEP SARCELLES

Isabelle Bril, 70. Un prof de Sarcelles, 50. Un autre prof de Sarcelles, 25. M.J. Thomas, 35. Hinaud, 20. Gorrier, 20. Marc Miron, 20.

JAEGER LEVALLOIS

Un technicien, 300. Christian, 100. Louise, 100.</

Souscription (suite)

SAINT-NAZAIRE

Un intérimaire en colère, 200. Un étudiant étranger, 50. Marie, 50.

ALSTHOM ATLANTIQUE - SAINT-NAZAIRE

Soudeur, 50. Préretraité, 50. Une retraitée, 50. Charpentier, 30. Soudeur, 10. Soudeur, 10. Soudeur, 20. Soudeur, 30. Soudeur, 20. Soudeur, 20. Secrétaire, 20. Agriculteur, 50.

DIJON

André, 50. Pascal, 50. Denis, 50. Louise, 30. Roselyne, une sympathisante, 100. Une sympathisante, 400. Sylvie, 50. Nadine, 100. Ménand, 600. Sympathisante Fontaine d'ouche, 600. Ouvrière Amora, 200. Jean-Luc, 100. Raymond, 300. Jouot, CHR, 100. Pierre, 100. Gilbert, 100. Philippe, 100. Christophe, 100. Copain de Châlon, 1.000. Ville-neuve Yvonne, 100. Copain du Creusot, 250. Une travailleuse féministe pour un monde meilleur, 150. Une prof démoralisée, 50. Un instituteur, 100. Une prof sympathisante, 200. Binat, 50. René, 100. Anita, 100. Geneviève, 300. Un retraité PTT, 100. Un postier, 100. Une secrétaire, 100. Ghislaine, 50. Micheline, 100. Josiane de Chenôve, 50.

PEUGEOT DIJON

Un ouvrier Peugeot, 100. Une femme de Peugeot, 50. Un ouvrier Peugeot, 50. Un ouvrier de Peugeot, 50. Un immigré Peugeot, 50.

LE CREUSOT

Pascale, 100. Roger pour Arlette, 300. Domi et Domi, soutien à des militants, 150. Jean-Pierre et Armelle, comme ça, 100. Vivianne Marcel, pour un avenir, 100. Chaplin, 200. André, 100. Sophie, 50.

SNCF LIMOGES

Un cheminot, 50. Un employé SNCF, 30. Un ouvrier SNCF, 30. Une copine, 50. Une sympathisante, 50. André SNCF, 100. Redempt, 20. Cheminot, 10. Christian, 15. Sernam, 15. Cheminot, 20. De bonnes 35 h à la SNCF, 20. Cheminot, 30. Un anonyme pour Arlette, 100. J.-M. Touze, fonctionnaire INSEE, 10. Rebeyrol, 10. Cheminot, 20. Cheminot, 10. Préposé PTT (homme de lettres), 150. Belle-mère sympa, 50. Cheminot, 10. Cheminot, 10. Cheminot, 20.

LIMOGES

Une retraitée maman de militante, 100. Poulet Dominique, 100. Un employé municipal (un acompte), 100. Femme au foyer, 10. Anonyme, 40. Une sympathisante, 100. Une copine, 200. Par démocratie, 50. Cécile, 100. Jean-Marc, 100. Isabelle, 50.

CHS ESQUIROL LIMOGES

Claudine Roussie, 300. Madeleine, 50. Françoise A., 50. Marie-Claire, 100. Claire, 10. Suzanne, 10. Nelly (premier acompte), 40. Christiane, 100. Marie-Thérèse Coinaud, 200. Une ouvrière, 50. Micheline, 30. Une déçue du PC, 100.

NEVERS

Père, sympathisant, 50. Instituteur, 150. Soutien, 10. A.V., Vauzelles, 50. Pour mimi, 20. Un ouvrier d'Imphy, 30. Claude, 100. Danièle, ouvrière, 100. Père sympathisant, 50.

BOURGES

Marcel, 30. Fanny, 20. Trois amies, 70. M. Guidoux, 20. Ouvrière Luchaire, 20. Soutien minimum, 10. Un vieux copain Aubry, 40. Michel Roland, 50. Desjardins, 20. C.C., 50. Amerquetti, Rosières, 20. Bedredine, Rosières, 30. Marc, Rosières, 20. Corinne Mallet, 20. Personnel Luchaire, 24. Symboliquement, 20. Philippe, 20. Anne-Marie, 10. René Parizot, 20. Retraitée, Luchaire, 25. Une ouvrière, 100. Une employée, 10. Une ouvrière, 10. Patrice, Rosières, 10. Legras Jacques, Rosières, 30. Langlet, Rosières, 10. Marie-Thérèse, 20. Sylvie, 20. Soutien symbolique, 20. Le fond des poches d'une chômeuse, 10. Anonyme, 50. Maryse, 100. Anonyme, 20. Anonyme, 20. Etudiante, 50. J., 50. Une copine de l'hôpital, 25. Une autre copine, aide-soignante, 50. L'ambulancier de Saint-Désiré, 50. Sosthène, 50. Chantal Lévêque, 50. Un OS Michelin, 50. Une Michelin, 50. Une ouvrière, 50. Un maçon licencié, 40. Roger Hubert, 150. Parents retraités, 100. Monique sympathisante, 50. Un maître d'école, 100. Claude, 100. O. Pissoux, 95. M.C., 100. Mme Fabry, 20. Un fidèle, 50. Danièle, 100. Copine Danièle, 50. Une prof sympathisante, 50. Pascal, sympathisant, 50. Odile et Jean-Claude, 50. Dédé, 150. Annie, 100.

VIERZON

Bienvenu Patricia, 30. Many Chantal, 25. André Chantôme, 25. Isabelle, 10. Lièvre Pascal, 10. Ancaert Noëlla, 10. Nicole Mousnier, 300. Une prof, 200. Un soutien, 30. Poussin Pierre, 100. Clavier Michèle, 100. Falconnet Pascal, 150. Un journaliste, 100. Un roulant, 50. M. Mallet, 50. Une retraitée, Nadella, 20. Percœur P1 Case, 20. Annie, 50.

UNELC VIERZON

Une ouvrière, 20. Un manoeuvre, 20. Tournour P1, 20. Fardhel, 10. Lefief, 10. Antonic, 10.

SNCF ORLÉANS

Marc et Chantal Voillot, 40. Anonyme, 10. Cailleton JC, 10. Cailhol JMC, 10. Passot, 10. Lefebvre, 10. Vigier, 10. Proust, 10. Daumy, 10. Galegos Antoine, 10. Pons Lucien, 10. Sautet, 20. Cheminot, 10. Biquet, 15. Cirade, 15. Lavergeat, 10. Sallie Violette, 20. Sost, 20. Daguet TD, 10. Nariot Pascal, 20. Anonyme, 20.

CIT ORLÉANS

Un sympathisant, 10. Un tôle, 50. Un ouvrier, 100.

CCP ORLÉANS

Pour LO, 20. Monique, 30. Brigitte, 10. Ghislaine, 200. Marcel, 100. Geneviève C., 70. Debelle, 50. Parents, 100.

ORLÉANS

Une chômeuse, 50. Un tourneur CEPEM, 100. Un ASH, 50. Un institut contre le projet de la gauche sur l'école laïque, 100. Une institut, 10. Girard Daniel, 4.000. Une employée du bibliobus, 50. Gérard, 40. Vernin, 50. Goiset, 50. Catherine, 200.

SNCF ORLÉANS

Francis, 20. Pierre Robert, 20. Guy, 50. Michel, 30. Gérard, 20.

CCP ORLÉANS

Jaja, 100. Pascal, 10. Claire, 20. Yveline, 10. Michèle, 10. Anne-Marie, 10. Irène, 10. Nadine, 15. Tartampion, 15. François, 10.

SNCF LES AUBRAIS-ORLÉANS

Thierry Lardy, 20. Gilbert, 20. Verdichio, 20. Couval, 20. Lafforgue, 10. Garay, 10. Alibert, 20. Manigon, 10. Beziaud Jacques, 10. Marc Jean-Louis, 10. Blaquière P., 10. Joigny, 10. Illisible, 10. Dabodie Dominique, 10. Paynot J.P., 10.

ORLÉANS

Fabienne Kreischer, 50. J.-Claude Lefevre, 50. Un travailleur Thomson-CSF, 10. Un sympathisant, 10. Un travailleur CIT, 11. Saillard Pithiviers, 10. Acheur LO Pithiviers, 4. Gomez Pithiviers, 4. Soutien Pithiviers, 5. Une ancienne trotskyste, 20. Une commerçante, 100.

ROUEN-DIEPPE

J.O., 50. Un sympathisant, 200. Pour la campagne d'Arlette, un travailleur de Renault-Cléon, 120. Yves Dourville, 40. Un ouvrier de Libé, 50. Un copain, 100.

LYON

Un ouvrier, 15. Lucarelli, 15. M. et Mme Bodin, 200. Luc Couvin, 30. Deux sympathisants, 50. Un sympathisant, 30. Di Nota, 30. Pour le respect de la démocratie, 50. Deux sympathisants, 50. Pour dire non à ce gouvernement et à sa politique anti-ouvrière, 300.

RVI LYON

Un ouvrier, 7. Un ouvrier, 10. Canton, 10. Bourlon, 10. Un ouvrier, 10. Pucci, 10. Lopez, 10. Un technicien, 10. Un ouvrier, 10. Buzenet, 10. Un ouvrier, 10.

RVI FEUILLAT

Millat Eric, 50. Russi Michel, 5. Honoré B., 5. Un ouvrier Feuillat, 10. Un ouvrier, 10. Un ouvrier, 5. Brunet, 50. Martins, 5. CA Salcorti, 10. Un ouvrier, 10. Berne Philippe, 10. Aksil, 50. Laurence, 10. Bianchi, 20. Ouvrier Feuillat, 10. Ouvrier, 10. Ouvrier, 5. Galan, 5. René, 10. Moarau, 20. Diallo, 25. Boutin, 20. Geoffroy, 20. Puchol, 10. Candella, 20. Un ouvrier, 50. Anonyme, 10. Chariph, 60. Marion, 20. Messousse, 5. Iafate, 10. Chikh, 50. Conte, 30. Macan, 10. Benard, 10. Lina, 15. Couturetti B., 40. Lunais, 10. Coulagne, 18. Madotte, 30. Anonyme, 10.

LYON

Pagliarella Carlo, 20. Carletto Agnès, 50. Une sympathisante, 30. Une sympathisante, 100. Un soutien, 20. Tardy, 300.

RVI LYON

Joël, 100. Vieux, 10. Le Colonel, 10. Un ouvrier, 10. Ferreira, 20.

THONON

Pontet, 250. Sympathisant, 94. Sympathisant, 300.

HÔPITAL EDOUARD HERRIOT - LYON

Gallego ASH, 10. Annie ASH, 10. Christiane ASH, 100. Nicole Aide-labo, 20. Surveillante labo, 30. Nicole, aide-soignante, 15. Neveu manip radio, 10. M. Jeanne, assistante, 70. Béatrice, ASH, 25. Eliane, ASH, 17. Martine, laborantine, 15. Chantal, laborantine, 20. Odile, laborantine, 20. Odile, laborantine, 20. Laurette, aide-hôtière, 50. ASH, 20. Dominique, laborantine, 20. Carla, secrétaire, 20. Agence service intérieur, 20. Aide-préparateur internationaliste, 20. Zehoua, aide-soignante, 20. Chantal, aide-soignante, 10. Chantal, aide-hôtière, 10. Auxiliaire-puéricultrice, 20. Auxiliaire-puéricultrice, 15. Auxiliaire-puéricultrice, 20. Nicole, laborantine, 20. Jacqueline aide-labo, 10. Une ouvrière, 100. Angeli, 10. Simonin, 20. Marie DU, enseignante, 20. Jouffre HEH, 100.

ROANNE

Pour LO, 50. Lycée J. Ferry, enseignant, 10. Lycée J. Ferry, J.F., 15. Lycée J. Ferry, Françoise, 10. Lycée J. Ferry, Pierre, 10.

SPECIA

Tintin, 20. Babar, 20. Marco, 30. Un sympathisant, 20. Un travailleur intérimaire, 30.

RVI MONPLAISIR

Ouvrier RVI, 30. Lyly, 200. Noël, Lyon, 10. Gilles, syndicaliste, 30. Annick Sage, 40.

LYON

Sympathisante Neuville, 10.

RILLIEUX

Sympathisant, 20. Son mari, 20. Employé CL, 20. Sympathisant anarchiste, 30.

LYON

Cohenny, 30. Basset Pierre, 20. Jacques, 5. Bonjour, 30. J.-Marc et Claire, 200. J. Neddam, 10. O. Houver, 20. O. Pascal, 20. Y. Lafarge, 50. R. Gullo, 30. Soutien, 30. Pascalline, Jean-Luc, 30. Hôtel-dieu: Petitjean, 50. Archimbaud, 30. G.B., 10. J. Comte, 30.

DELLE ALSTHOM VILLEURBANNE

Gérard, 20. Bernard, 20. Philippe, 30. Noël, 10. Alain, 10.

CRÉDIT LYONNAIS RILLIEUX

P.S., 20. X, 10. X, 10. X, 20. X, 10.

LYON

Hôtel-dieu, sympathisant, 100. Jean,

100.

VILLEURBANNE - LYON

Christine, 100. Jean-Christian, 20. Isabelle, 50.

ROUBAIX

Daxhelet, 50. Edith, 100. Mireille, 20. Monique, 150. Devred, 50. Swing, 100. Gregorek, 100. Farez, 150.

LILLE

Christine, commis de cuisine, 150. Odile Destombes, secrétaire, 300. Guignard Jeannine, 30. Lepaulmier Anita, 15. Hornain Muriel, 20. Nicolet Claude, 10. Tacail François, 5. Hubert Louise, 50. Wagon, 20. Vilanave Josiane, 50. Le Floch Sylvie, 40. Pascal, 15. Bellet Micheline, 30. Marionvalle, 100. Delvalée, 50. Un professeur de Hem, 25. Didier, 10. Françoise, 15. Paul, 20. Thérèse, 20. Marie-Pierre, 20. Maryse, 10. Yannick, 10. Patrick, 10. J.-Pierre, 10. Nicolas, 10. Colette, 10. Javel Jean-Marc, 200. Ansicou Catherine, 50. Koladzieski Henri, 150. Ansieau Stéphane, 30.

ARRAS

Simone, 50. Anne, 100. Naji, 100.

ALSTHOM - BELFORT

Bertsch, 10. Un soutien, 50. D.Z., 50. Un socialiste déçu, 20. Anonyme, 10. Pascal, 15. J. Claude, 10. Daniel Hervy, 30. Nicole, 20. Charly, 20. Roger, 30. Christophe, 10. Didier, 20. Pour un parti des travailleurs, 10. Un grand sympathisant, 20. Claude Girard, 40. Roger Gamba, 15. Lyonnel Jezequel, 20. Un travailleur, 10. Pascal Leyval, 20. Didier Denis, 20. Denis, 10. Guy, 15. Gilles, 10. Christian, 10. Jean-Paul, 7. Dédé Masson, 10. J.-Claude Villard, 10. Patrice Balland, 12. Geneviève, 15. Fabien, 100. Borgo, 10.

HÔPITAL BELFORT

Pour que toutes les listes se présentent, 25. Danièle, 30. Guy Barxell, 50. Denis Kech, 30. Une employée, 10. Une employée, 30. Un employé, 30. Rolande, 20. Sophie, 20.

BELFORT

Mme Koenig, 10. Mme Lecerf, 4. Michèle Nieps, 100. Militant LCR Bull, 50. Dominique Graouer, 20. Paule Graouer, 20. Un sympathisant, 50. Infirmière Mulhouse, 50. J.-Marc Bull, 200. Michel (pompier), 20. Elhadi, 50. Lamballot, 20. Jean-Marie, ouvrier, 200. Marie-Claude Nass, 10. Nathalie, 20. Renée, 50. Mère de famille, 100. Georges, 10. Yvette, 12. Une amie, 20. Soutien, 10. J.B., 20. Jean-Claude, 50. Brigitte, 50. Jean-Paul, 25. Fiorani, 100. Camarades de Valay, 20. Edmond Chatel, 100.

MONTBELLARD ET CYCLES PEUGEOT

On en a ras-le-bol, Claudine Bernard, 30. Isnard, 8. Y en a marre, 10. Ras-le-bol, 10. S.O.S., 10. Trop c'est trop, 10. Pas assez pour le dire, 10. Benoît Colin, 10. Mme Radot, 15. Jeannin, 10. Rateau, 10. Rien, 10. Feurrier, 10. Mme Fourrot, pour l'embauche des jeunes, 30. Illisible, 5. M. Deroussy, 10. M. Chmielina, 10. Boubeba, 10. Melgar, 10. Mme Juif, 10. Illisible, 10. Future maman, 10. Pinçon, 10. Beaurere, 10. Posty, 10. Torrealas, 10. Un chameau qui en a marre des promesses, 10. Ouvrier Cycles Peugeot, 30. Un autre, 20. Cordonnier sympathisant, 100. Dougoud R., 50. Roquet Ch., 50. Un professionnel Cycles Peugeot, 15. Un autre, 10. Couple de chômeurs, 20.

HÔPITAL MONTBELIARD

Christiane, 100. Marie-Pascale, 50. Marie-Ange, 30. Marie, 40.

ZUP MONTBELIARD

Soutien Arlette, 50. Soutien Arlette, 10. L.H., 400. Techniciens, 30. Julien, 10. Gilbert, 20. Georges, 10. Thierry, OS, 100. Ouvrier, 10. Flukiger, OS, 50. Ouvrier TC, 25. Ouvrier TC, 10. Ouvrier mode-lage, 25. Ouvrier M.A.P., 100. Joël T.C., 200. Patrick M., 10. Blaide, 20. Christian Hôpital, 25. J.-Paul, 50. Sylvie, infirmière, 50. Gérard, cycles, 30. Liliane, 20. Elève-infirmière du C.H. Montbéliard, 50. Une mère obligée, 20. Zahra, 50. Isabelle, L.C.R., 30.

MONTBELIARD

Ouvrier Fonderie Sochaux, 50. Driano Robert, 100. Hallac Suzanne, 200. Nadine, ouvrière Peugeot, 50. Un cariste révolté AOP, 20. Un sympathisant, 50. Francis, ouvrier Peugeot, 20. Marc, ouvrier Peugeot, 10. Yves, ouvrier Peugeot, 10. Françoise, 40.

PEUGEOT-SOCHAUX

Carrosserie: Brichou, 10. Pascal, 10. Parisien, 20. Sylvestre Pierre, 10. Agent import-export, 70. Hassan, 20. Momo, 20. Michel, 13. Eric, 30. Yolande, 30. Anonyme, 20. Manu, 30. Brigitte, 30. Ouvrier, 20. Michel, 50. Maréche, motard révolté, 70. Denis, 20. Marocain, 10. Vasseur Robert, 50. Furtos Alain, 20. Bizouaire Jean, 27.50. Cardot Nicole, 50. Trepot Michel, 40. Jacqueline, 50. Lycéen, Jean-Luc, 35. Jean-Louis, Peugeot, 100. Ouvrier emboutissage, 5. Christiane, 50. Marie-Hélène, 20. Gilbert, OP, 100. Michel, retraité, 100. Un ouvrier, 50. Nicole, mère de famille, 20.

BESANCON

Muller Thierry, 30. Maugend, 10. Un travailleur immigré turc, 5. Soutien, 4. Soutien, 5. Anonyme, 24. Soutien, 20. Soutien, 30. Soutien, 30. Yvette, 100. Suzon Fritsch, 50. Mireille, 50. Christine, 10. Chouillous, 60. Mounette, 100. Dédée, 50. Charlie, 130. Claudine, 50. Daniel, 20. Mme F., 200. Marinette, ancienne de Renault, 200. Elisa, 60. Denise et Michel, ouvrier à Rhône-Poulenc, 100. Pour un internationalisme plus conséquent, 50. Jeannine, 10. Anne, 10. Julien, 10. Michèle, 100. Guy, 100. Une étudiante, 20. Contre la barre des 5 %, 50. Bonneville, 10. Soutien vente, 4. Anonyme, 30. Corinne, 20. Une

lutte
ouvrière

SOUSCRIPTION

Elections européennes

pour faire entendre la Voix des Travailleurs

soutien à la liste conduite par

Arlette Laguiller

Liste de souscription N° 6261

Déçus, trahis par ce gouvernement qu'ils ont contribué à mettre en place, les travailleurs doivent dire

- non aux prétendues restructurations industrielles qui respectent le capital et pas les travailleurs, non au chômage et aux sacrifices pour les plus pauvres ;
- non aux reculades de ce gouvernement servile, qui se dit de gauche, mais qui fait un peu plus chaque jour la politique de la droite.

Pour que la Voix des Travailleurs puisse se faire entendre, je soutiens financièrement la liste de Lutte Ouvrière conduite par Arlette Laguiller.



NOMS	SOMMES	NOMS	SOMMES

ASH, 20. Une ASH, 20. Un ouvrier, 20. Une infirmière, 30. Une A.S., 30. Sœur d'une candidate, 50. Gaby pour un vote de classe LO ou PCI, militant LCR, 50. Une étudiante, 10. Frantime, 50. Claude M., 100. Une aide-ménagère et un retraité P.M., 100. Une sympathisante, 50. Elfi, 100. *

MULHOUSE

Parents d'une militante, 200. Ouvrier du Zoo Peugeot, 50. Norbert, 50. Ouvrier Clemessy, 40. Ouvrier NSC, 100. Ouvrier Peugeot, 50. Maçon, 60. Fraiseur, 30. Debuchy Claire, 15. Mme Belot, 12. Alain Belot, 10. Charles Belot, 10. Marie-Agnès, 20. M. Baudray, 20. Pascal, 50.

STRASBOURG

Duc Hubert et Vailland Véronique, 100. Un sympathisant, 500. « Pour la forme », 200. Corinne, 20. Jean-Luc, 30. Sympathisant, 4,50. J. Perez, 20. Alaoui, 10. Elisabeth, 100. Une mère de famille, 100. Un ouvrier trahi et déçu par la gauche, 50. Paulette, 100.

RENAULT - FLINS

Roland, 20. Anonyme, 10. Un sympathisant de Flins, 100. Sellerie: Guy, 100. Alain Guilloux, 70. Bruno Chirra, 18. Mlaye, A., 24. Un ouvrier, 10. Lulu G., 20. Un ouvrier, 10. Auclair, 50. Un de la CFDT, 5. Benoît, 20. Un ouvrier, 10. Un sympathisant, 15.

B.N.P. BARBÈS

Yvette, 20. Nicole, 50. Yvette, 30. Georges, 10. Laurence, 100. Françoise, 50. Un employé, 20. Francis, 30. Nadia, 50. Marie-Lyse, 20.

GROUPE MALAKOFF - ST-QUENTIN-EN-YVELINES

Richard, 40. Jacqueline, 40. Jacques, 50. Marie-Jo, 50. Claude, 50. Simone, 100. Murielle, 50. E.D., 10. Michèle Lapiere, 20. Paul Rigaud, 20. Hélène, 50. Odette, 40. Marie-Elisabeth, 50. Pascal, 30. Liliane, 100. Claudine, 20. Marie-Claire, 50. Marie-Thérèse, 100. Daniel, 50. Ghislaine, 50. Martine, 20.

ALSTHOM - LE BOURGET

Danièle, 54. Alain M., 10. Besset, 20.

NCR - LA DÉFENSE

Nicole, 30. Philippe, 35. Huguette, 100. Jean-Marc, 100. Un standardiste, 100.

LE MANS

Magalie, 20. Martin, 100. Un immigré, 20. Jacqueline, 15. Breton, 15. Chesneau, 20. Anonyme, 10.

THOMSON VELIZY

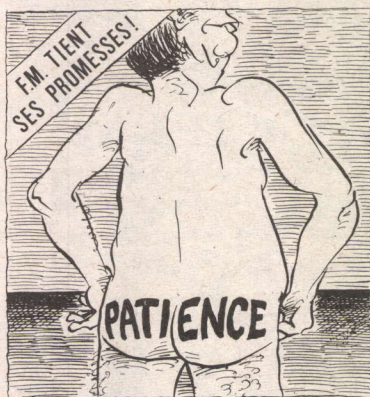
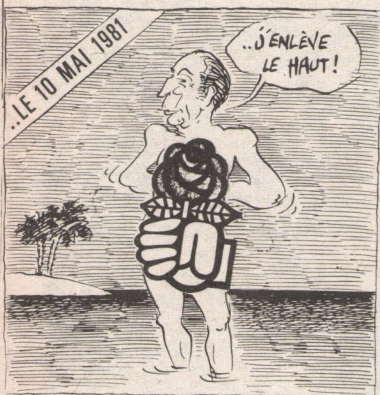
Un copain, 100. A., électricien, 10. Balhazard, 20. Casapepe, 10. Denise, 50. J.Y. Mantelin, 100. Patrick Joseph, 50. Taverna, 10. Armand, 10. Erik V., 20. Bernard Tournour, 10. Garcia, 10. Jean-Claude, ajusteur, 10. Erik, 10. Jean-Claude V., 20. Antoine, 10. Didier le meilleur, 10. Navarro, 15. Vatel, 10.

PARIS

Gardeau, 10. une copine, 500. Une copine, 5. Michèle, infirmière, 40. Alain, 200. Lucien, 50. Michèle, employée de banque, 150. Richard Sylviane, 70. Zelbn, 30. Scaglia, 400. Doume, 100. Jean, 70. Robert, 50. Anonyme, 100. Aribas Lattin, 20. Killing Erdogan, 20. Travailleur turc, 50. Alkaya Adil, 50. Mustafa,

PEINTURE-DESSIN

• Jean-François Batellier et son « Dazibao humoristique itinérant »



J.F. Batellier
3/82

Jean-François Batellier, qui présentera à la fête de Lutte Ouvrière une exposition de 400 dessins, a eu bien du mal à se faire connaître : chassé pendant des années des lieux publics où il installait ses expos pirates, poursuivi par la justice, il n'a dû qu'à son obstination d'obtenir enfin le droit d'exposer ses œuvres sur le boulevard Saint-Germain, la place du Tertre... ou devant

Beaubourg où il n'est encore que « toléré » par les autorités.

Il faut dire que J.-F. Batellier dérange par son humour corrosif qui n'épargne ni les gouvernants, qu'ils soient de droite ou de gauche, ni les militaires, ni en général les exploités et oppresseurs en tous genres. D'un trait de plume il fustige le caractère inhumain de la société actuelle : guerres,

famine, pollution, solitude des grandes villes...

En automne paraîtra son 4^e album : *Aux larmes crocodiles*. Ses trois précédents albums : *Sans retour ni consigne*, *N'en jetez plus*, *Y'a quelqu'un ?* seront en vente à la fête.

Si vous voulez contacter J.-F. Batellier pour des expos ou autres : 38, rue Cabanis - 75014 PARIS - Tél. : 581.04.18.

« Vive le Lotto, nom de dieu »



Les religieuses de la congrégation Saint-Charles-de-Borromée, au Puy, boudent. En faisant le ménage dans leur grenier, elles avaient vendu un vieux tableau à un ébéniste pour la somme de 4.000 F. Or cet ébéniste l'a revendu, lui aussi, mais pour 325 millions de centimes, la vieille « croûte » s'étant, ô miracle ! avérée être un tableau du peintre italien du XVI^e siècle, Lorenzo Lotto. Du coup, les religieuses se sont rappelé que ce tableau était très beau et veulent que le dernier acquéreur, en l'occurrence le Louvre, le leur restitue. Pas question d'argent, bien sûr, seulement l'amour de l'art.

Que les religieuses n'écoutent-elles un peu plus les pubs à la radio, elles auraient su que le Lotto, ça peut rapporter gros !

Sélection

TELE

Samedi 26 mai

20 h 30. TF1. **Série noire : Cœur de hareng.** Téléfilm adapté d'un roman policier de Pierre Lesou. Le proxénète Marly et sa protégée Nella vont-ils réussir le dernier casse qui leur permettrait de se retirer du « milieu » et de vivre tranquillement ?

22 h. TF1. **Droit de réponse** de Michel Polac est consacré cette semaine à la « pub ».

22 h 05. A2. **Les enfants du rock.** Avec entre autres cette semaine James Brown qui présentera un enregistrement de son fameux *Sex Machine*.

Dimanche 27 mai

17 h 30. TF1. **Les animaux du monde.** Consacré aux animaux qui vivent la nuit. Au zoo d'Anvers, un secteur leur est consacré.

20 h 35. TF1. Cinéma : **Nos plus belles années**, un film de Sydney Pollack avec Barbra Streisand et Robert Redford. Au travers de l'histoire d'amour entre Kathy militante en faveur de la paix et Hubbel aussi beau que fortuné, une fresque de la vie politique américaine dans les années d'avant et d'après guerre,

marquées entre autres par le maccarthysme et la chasse aux communistes à Hollywood.

21 h 45. A2. **Le monde du baroque.** 4^e émission sur le baroque, consacrée cette semaine au baroque espagnol, sicilien, et aussi à celui que l'on retrouve au Mexique et à Goa en Inde importé par les riches colons portugais.

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit : **Cycle Greta Garbo. La femme aux deux visages**, de George Cukor. Dernier film de Greta Garbo, cette comédie repose sur le double personnage de Karin Black (Greta Garbo) qui s'est inventé une sœur jumelle et peut ainsi mener deux vies très différentes.

Lundi 28 mai

20 h 35. TF1. Dans le cadre de l'émission **L'avenir du futur**, **Les noces de cendre** avec Elisabeth Taylor et Henry Fonda. Une épouse vieillissante retrouve une nouvelle jeunesse grâce à une opération esthétique. Film suivi d'un débat sur le thème « vieillir en restant jeune ».

20 h 35. FR3. Cinéma. Cycle Dominique Sanda : **Sans**

mobile apparent, avec Dominique Sanda et Jean-Louis Trintignant. Un policier recherche un mystérieux assassin, et son enquête le conduit dans les milieux d'hommes d'affaires, monde pourri par l'argent.

22 h 35. FR3. **Thalassa.** Un reportage sur le rythme des marées à l'île d'Hoëdic au large de la presqu'île de Quiberon.

Mardi 29 mai

20 h 35. TF1. **Les mardis de l'information.** Avec un reportage sur « Des Persans à Paris », les opposants au régime de Khomeiny depuis les nostalgiques de l'ancien régime aux républicains et à l'extrême-gauche. Un autre reportage sera consacré à Alexei Kovalev, bidasse d'Union Soviétique.

20 h 40. A2. Film : **Un juge en danger.** Film italien avec Gian Maria Volonte. Une enquête policière sur les milieux terroristes d'extrême-droite en Italie et leur ramification dans l'appareil d'Etat.

20 h 50. FR3. Cinéma. **L'esclave libre** de Raoul Walsh avec Clark Gable. Les amours d'un riche planteur

sudiste avec la belle Amantha qui a du sang noir dans les veines. Walsh ne fait pas de cadeaux aux Nordistes brutaux et dominateurs. Sur un fond de guerre de Sécession, un film splendide, passionné et non-raciste.

23 h 35. FR3. Film : **Allez coucher ailleurs.** Comédie américaine et satire des règlements militaires et administratifs qui vont empêcher le capitaine Rochard de passer la nuit de nocce avec celle qu'il vient d'épouser.

Mercredi 30 mai

21 h 45. TF1. **Médicales.** Consacré aux maladies sexuellement transmissibles.

22 h 20. FR3. **Une chambre pour grand-mère.** Téléfilm : l'histoire triste et sordide de l'éviction d'une grand-mère encombrante dans le logement trop exigu de ses enfants.

Jeudi 31 mai

20 h 35. TF1. **L'homme de Suez.** 5^e épisode du feuilleton consacré à l'histoire de la percée du canal de Suez.

20 h 35. A2. **La peur.** Téléfilm d'après une nouvelle de Ste-

fan Zweig. Il s'agit de la peur que fait naître le chantage d'une jeune étudiante pour arrondir ses fins de mois.

20 h 35. FR3. Film : **Saint-Michel avait un coq.** Un jeune anarchiste italien condamné à la réclusion perpétuelle confronté à l'univers carcéral.

21 h 40. A2. **Abel Gance et son Napoléon.** Un reportage sur la manière dont Abel Gance tourna et réalisa son film qui dans la version originale durait 5 heures.

22 h 25. FR3. **Hommage à Count Basie.**

Vendredi 1^{er} juin

20 h 35. FR3. **Je suis seul(e) ce soir.** Reportage sur les ruptures et la solitude.

21 h 40. A2. **Apostrophes.** Cette semaine : « Humour et insolence », avec entre autres invités le dessinateur Wolinski.

23 h 05. A2. Ciné-club : **L'heure des brasiers.** Film argentin qui évoque les dix ans du mouvement peroniste de 1945 à 1955, et le poids des colonialistes espagnols, anglais et américains sur la vie économique et culturelle du pays. Un film reposant sur des documents et témoignages.

Sélection dans les salles parisiennes



Films récents...

L'ADDITION. de Denis Amar.

A la suite d'un incident banal, un homme est pris dans l'engrenage de la prison.

UGC Opéra 2°. Danton 6°. Rotonde 6°. Biarritz 8°. UGC Boulevard 9°. Paris Ciné 10°.

BIQUEFARRE. de Georges Rouquier.

La vie dans un village paysan de l'Aveyron.

Saint-André-des-Arts 6°. Studio 43 9°.

CARMEN. de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

Vendôme 2°. Publicis St-Germain 6°. Gaumont Champs-Élysées 8°. Montparnos 14°.

CENT JOURS A PALERME de G. Ferrara.

Le général Dalla Chiesa nommé préfet de Palerme en mai 82 était assassiné par la mafia cent jours plus tard.

Forum Orient Express 1°. Marignan 8°. Paramount Opéra 9°. UGC Gare de Lyon 12°.

DE MAO A MOZART. de Murray Lerner.

Isaac Stern, violoniste américain en tournée en Chine.

Denfert 14° (vo).

LA DIAGONALE DU FOU. de Richard Dembo avec Michel Piccoli.

Le Soviétique Akiva Liebskind, champion du monde d'échecs, affronte Pavius Fromm, grand maître soviétique passé à l'Ouest. Le film ne se cantonne pas seulement à l'évocation de l'affrontement Est-Ouest. Tout en nuance, il suggère plus qu'il ne montre, il n'y aura ni vrai gagnant ni vrai

perdant. Pour ceux qui aiment les échecs surtout et pour les autres aussi.

Saint-Germain Studio 6°. Colisée 8°. Olympic Entrepôt 14°.

DIVA. de J.-J. Beineix.

Un jeune postier auquel il arrive bien des mésaventures par amour de l'opéra et du chant. Splendide pour la partie musicale et drôle pour le scénario.

Rivoli Beaubourg 4°. Cinoches 6°.

L'ETOFFE DES HÉROS. de Philip Kaufman.

Les premiers Américains dans l'espace, un film à la gloire de l'Amérique certes, mais plein d'humour et d'images superbes. Le film dure plus de trois heures mais on ne voit pas le temps passer.

Rex 2°. Ciné Beaubourg Les Halles 3° (vo). Odéon 6° (vo). Biarritz 8° (vo). La Bastille 11°. Escorial Panorama 13° (vo). Bienvenue 15°. 14 Juillet 15° (vo).



HANNA K. de Costa Gavras.

L'impasse tragique du sionisme vue par les yeux d'une jeune avocate israélienne, avec en toile de fond le « problème palestinien ».

Cité Internationale 14° (vo).

RUE CASES-NÈGRES. de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression...

coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

Epée de Bois 5°.

VENT DE SABLE. de Lakhdar Hamina.

Un film violent et dénonciateur sur la vie et sur la condition féminine dans le désert algérien.

Saint-Germain Huchette 5° (vo). Bonaparte 6° (vo).

YENTL. de et avec Barbra Streisand.

Yentl est la fille d'un rabbin dans une bourgade juive en Lituanie au début du siècle. Pour pouvoir faire des études, elle se déguise en garçon. Un film plein de finesse et d'humour.

Ciné Beaubourg-les-Halles 3° (vo). UGC Montparnasse 6°. Odéon 6° (vo). UGC Champs-Élysées 8° (vo). UGC Boulevards 9°.



... et moins récents

LE BAL. d'Ettore Scola.

De 1936 à nos jours, l'histoire de France évoquée à travers une série de bals populaires.

Studio de la Harpe 5°. Marbeuf 8°.

LE BAL DES MAUDITS. d'E. Dmytryk avec Marlon Brando.

Trois soldats, trois pays broyés par la guerre de 1939-1945.

Châtelet Victoria 1° (vo).

« La fête à Gion »

de Kenji Mizoguchi



Pour ne pas être vendue par son père à la mort de sa mère, Eiko veut devenir geisha à Gion, là où la réputation des belles geishas a dépassé les frontières. Nous sommes dans les années cinquante au Japon, et les geishas séductrices et cultivées sont toujours éduquées dans l'art de la musique, de la danse et du chant pour mieux servir « d'hôtes » aux hommes d'affaires.

Les illusions de Eiko s'évanouissent. Le film conte la découverte douloureuse de la réalité du métier de geisha puis la résignation d'Eiko. Initiée par Miyoharu qui lui avait obtenu un prêt pour payer son premier kimono (celui-ci représentant des années d'un salaire moyen), elle devient vite prisonnière, contrainte, pour rembourser, de payer en nature. Les deux geishas acceptent mal l'une comme l'autre cette réalité, elles puiseront leur force dans l'amitié qui les unit. Réalisé en 1953, ce film était jusqu'alors inédit en France.

Ghislaine GAUTHIER

BARRY LYNDON. de Stanley Kubrick.

Un jeune Irlandais arriviste grimpe les barreaux de l'échelle sociale au XVIII^e siècle mais l'aristocratie le fera tomber de haut... La musique est splendide.

Grand Pavois 15° (vo).

LA FÊTE SAUVAGE. de F. Rossif.

De très belles images sur la vie des animaux.

Grand Pavois 15°.

L'HONNEUR PERDU DE KATHARINA BLUM. de Volker Schlöndorff.

La toute puissance de l'appareil policier aidé de la grande presse dans la chasse aux suspects de terrorisme dans l'Allemagne des années 1970.

Movies Les Halles 1° (vo).

LITTLE BIG MAN. d'Arthur Penn.

Un rescapé des guerres indiennes raconte sa vie et la barbarie des Blancs contre les Peaux-Rouges. Un anti-western.

Champo 5° (vo).

LA STRADA. de Federico Fellini.

La vie de forains sur les routes d'Italie. Un classique du cinéma.

Champo 5°.

LE TAMBOUR. de V. Schlöndorff.

La montée du nazisme vue à travers les yeux d'un enfant qui observe le monde des adultes et refuse de grandir.

Republic Cinéma 11° (vo).

TO BE OR NOT TO BE.

En Pologne, pendant la dernière guerre, une troupe d'acteurs se joue des nazis.

Version 1942 d'Ernst Lubitsch : Saint-André-des-Arts 6° (vo).

LE VOLEUR DE BICYCLETTE.

de Vittorio de Sica.

Un drame du chômage à Rome, juste après la guerre.

Reflet Quartier Latin 5° (vo).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.

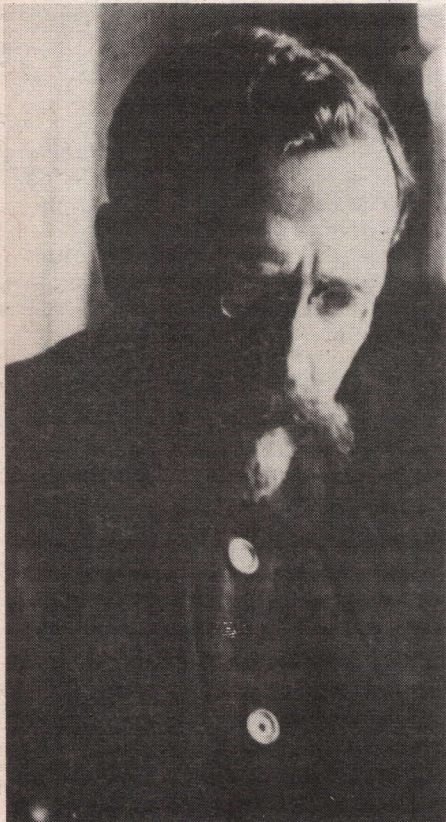
de Jamis Uys.

La civilisation occidentale et ses « bienfaits » vus par les Boshimans du désert du Kalahari, au sud de l'Afrique. Les sauvages ce sont bien les prétendus « civilisateurs » dans ce film pétillant d'humour.

Impérial 2° (vo).



« 16 fusillés à Moscou » de Victor Serge



Kaménév et Zinoviev les deux principaux dirigeants bolchéviks fusillés à l'issue du procès d'août 1936. (Roger Viollet)



Les éditions Spartacus viennent de republier un texte de Victor Serge, *16 fusillés à Moscou*, qui n'était plus disponible, ainsi qu'une correspondance qui date d'après-guerre et qui éloigne de ce que fut Victor Serge, ce militant « qui sympathisait avec tous ceux qui allaient contre le courant, cherchait à sauver les idées, les principes et l'esprit de la révolution d'Octobre ». Mais ce qui nous intéresse, c'est l'ouvrage de Victor Serge, militant de l'Opposition de gauche.

La brochure *16 fusillés à Moscou*, écrite en août-septembre 1936, traite des premiers procès de Moscou qui, ouverts le 19 août 1936, se terminèrent par la condamnation et l'exécution de trois des plus anciens dirigeants du Parti Bolchévik et de la révolution d'Octobre — Zinoviev, Kaménév, Smirnov — alors accusés par Staline de trahison contre l'URSS et d'être en liaison avec la Gestapo.

La brochure de Serge, pamphlet contre la bureaucratie stalinienne, était alors la seule publication (avec le *Livre rouge* de Léon Sédov, le fils de Trotsky) qui tentait de contrebalancer les mensonges débités servilement par la presse du monde entier sur les accusés des procès de Moscou. Car, si en 1917 il ne s'était trouvé que peu d'intellectuels de par le monde pour soutenir la révolution ouvrière, en 1936 il se trouvait bien plus d'écrivains et de journalistes pour approuver et glorifier Staline installé au pouvoir et qui devenait, en Russie comme à l'extérieur, « le petit père des peuples ».

Trotsky, lui, était en état d'arrestation et de détention par le gouvernement socialiste norvégien sur les injonctions de Staline et il ne pouvait ni répondre à l'infamie, ni réfuter les accusations portées contre lui, comme on peut l'apprendre dans la correspondance de Trotsky. Il venait d'écrire, la *Révolution trahie* que traduisait Victor Serge. Il lui confia la tâche de compléter son ouvrage qui dénonçait le développement de la bureaucratie en URSS, par un chapitre sur les procès de Moscou qui venaient couronner cette ascension. C'est dans ce contexte que Serge publia sa brochure.

Dans ces procès, tout est caricature du début à la fin. Victor Serge démonte tout point par



L'accusé n° 1 des procès de Moscou, Léon Trotsky, pendant son exil au Mexique. (UPI)

point (les arrestations, le choix des accusés, le « dossier » de l'accusation, les débats, la complaisance des victimes face à leurs bourreaux, l'ambiance pendant le procès, l'exécution précipitée des condamnés) pour faire la démonstration que ces procès ne sont en fait que l'aboutissement de la réaction sociale et politique qui sévit en URSS depuis la fin des années vingt.

Avec l'élimination de la vieille garde d'Octobre, la lutte entre les staliniens et les militants de l'Opposition de gauche trotskyste prit un tour nouveau. La presse stalinienne reprit à l'égard des

militants trotskystes les injures de « chiens enragés » et autres lancées par Vychinski (le procureur stalinien) à l'encontre des accusés des procès de Moscou. Les staliniens se lancèrent alors dans la chasse à ceux qu'ils appelaient les « hitléro-trotskyistes », il s'ensuivit des assassinats politiques et une démoralisation profonde dont témoigne Victor Serge. « Des idées-forces d'une importance vitale sont souillées pour longtemps. Il faudra des années pour refaire, après ces infamies, débordements de mensonges, de toutes ces intrigues policières, dans la conscience des masses, l'idée du parti prolétarien, puissante cohorte d'hommes libres, associés par une pensée commune et une discipline d'action. Il faudra des années pour ressusciter la conception libératrice de la dictature du prolétariat d'Engels et de Lénine », écrivait alors Victor Serge.

Il y a cinquante ans le stalinisme tentait de couvrir de boue et réussissait à noyer dans le sang la génération de ceux qui avaient fait Octobre 1917 et qui avaient porté sur leurs épaules la révolution et les espoirs de tout le mouvement ouvrier. Le stalinisme allait ainsi porter la responsabilité du plus formidable recul de toute l'histoire du mouvement ouvrier, un recul contre lequel combattaient encore une poignée de militants comme Serge et Trotsky.

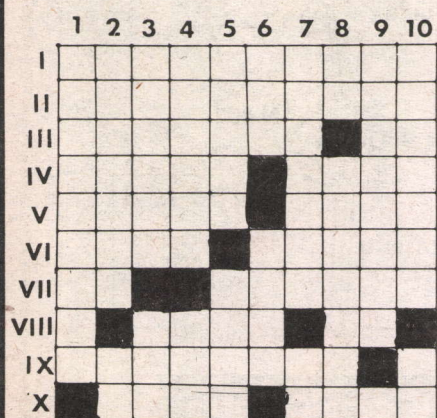
Patricia MULLAN

16 fusillés à Moscou de Victor Serge. Ed. Spartacus. 175 pages. 35 F.



Trotsky (à gauche) et Kaménév (à droite) discutant avec Lénine. Lénine mort en 1924, ceux qui avaient été ses seconds pendant la révolution ont été traités de contre-révolutionnaires et assassinés à l'époque de la réaction stalinienne. (Viollet)

MOTS CROISÉS



HORizontalement. — I. Engueule poliment. II. Proche parent du prunier. III. Elle concerne la queue. De noble extraction. IV. Mesurer des étoffes. Prévu pour la construction. V. Vieil Espagnol. Patrie de Zarathoustra. VI. Prénom féminin. Mesquin. VII. Largeur de tissu. Elle a, paraît-il, des doigts de rose. VIII. Descendant du prophète. Défini. IX. Répétera inlassablement. X. Patrie de Brassens. Souvent bâtés.

VERTICALEMENT. — 1. Plèbes méprisées. 2. Interdite. Marque la qualité. 3. On n'aime pas travailler pour elles. Toute une époque. 4. Froncera la surface. Placa. 5. Il fut lâché par la cire. Attache de la cuisse. 6. Détendu devant une voyelle. Sans mélange. 7. Lieu de production. Brillait sur le Nil. 8. Négation. Oiseau de bec fin. 9. Relatif au râtelier. 10. Epuise. Résiste quand on tombe dessus.

Solution du n° précédent

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	H	A	T	R	I	C	U	L	E
II	A	R	R	O	S	A	G	E	O
III	S	E	A	U	R	I	M	E	R
IV	T	U	E	E	N	O	T		
V	C	I	M	E	C	E	N	C	I
VI	R	E	A	V	A	T	L		
VII	O	R	T	H	O	P	E	N	I
VIII	S	I	I	L	O	N	G		
IX	N	A	S	I	L	L	A	R	D
X	E	P	E	L	E	N	E	S	



**Tous à la fête
les 9, 10 et 11 juin**

Dans une petite quinzaine de jours aura lieu la fête de Lutte Ouvrière. Pendant trois jours, nos camarades et nos amis pourront se divertir dans un parc boisé où trois cents stands proposeront : des jeux, des spécialités culinaires de différents pays et régions de France, des expositions politiques ou culturelles, des podiums disséminés un peu partout, faisant entendre des musiques de tous les peuples, le coin du sportif pour ceux qui veulent s'initier à la varape, au trampoline, au judo, etc., le « teepee » avec ses expositions d'objets artisanaux et ses artisans en pleine action, la guinguette où l'on peut danser toute la journée, et bien d'autres choses encore... que vous découvrirez vous-même en réservant votre week-end de la Pentecôte pour nous rejoindre à Presles.

UN SPECTACLE PERMANENT

Parmi de nombreux artistes, seront présents parmi nous :

Pierre Perret
Hugues Aufray

Zachary Richard
rock et cajun
(musique de Louisiane)

Michel Buhler
Michel Boujenah
(extrait de son spectacle
« Les Magnifiques »)

Lionel Rocheman

MARTINE SARRI.
BIG BANG JAZZ ACTION.
ALLARDI, chansons et rythmes.
WUNDERBACH, rock.
Emmanuel ANDERTAL, chansons.

Laurent FONTAINE, chansons.
PATO, musique latino-américaine.
HIZAR, musique berbère.
Guy DEMAYSONCEL, auteur-compositeur.
Geneviève CLANCY et Philippe TANCELIN, poèmes.
Ginette MARTY, les chansons de l'été 39.
SAID EL MAGRHEBI, chanteur marocain progressiste.

Le THÉÂTRE DE L'ESCALIER joue « La dernière heure d'Harrison Fish » d'ARREOLA.
TOUBY-ORNOTE, musique classique.
ITHRI AMELAL, musique et chants de Kabylie.
JULIET' + ONYX, chanteuse rock.
Jean-Yves ROUILLER, cabaret.
DER KAISER, rock.
BROGUE, musique irlandaise.
Michel PORCEDDU, chansons blues jazz.
AMEDEE BRICOLO, clown.
ZA, musique traditionnelle actuelle.
EVE GRILIQUEZ, conteuse.
Annie et Didier DEGREMONT, chansons françaises.
Bernard CASSES et Pierre URANGA, guitare (ragtime, flamenco).
NAJIB KAMAL, musique et chansons marocaines.

Place à l'avenir !

Une crèche, animée par des camarades compétents, pourra accueillir les tout-petits. S'ils le désirent, les parents pourront y laisser leurs bébés durant quelques heures.

A la « Gargote des tout-petits », les nourrissons pourront déguster leur bouillie ou

ARLETTE LAGUILLER prendra la parole sur le podium central ;
— dimanche et lundi à 15 h.
Dimanche, Alain KRIVINE viendra apporter le salut de la Ligue Communiste Révolutionnaire à notre rassemblement.

Jean-Yves CHETAIL, chansons.
KERGRIST joue « le clown atomique ».
KARUMANTA, musique et danse d'Amérique latine.
ARLEQUIN, rock.
Jacqueline CHARTON, chanteuse réaliste.
CREVECOEUR, rock.
VINCENT et FLORENCE, flûte.
BLOC-NOTES, chansons avec accordéon.
Yves LE REST, chansons.
FREE DANCE SONG, danse afro-américaine (spectacle pour enfants).
Jacques THIERREE, chanteur populaire à l'orgue de Barbarie.
THÉÂTRE A BÂTIR, théâtre-cirque.
Guinguette : Jean-Claude GOMBAULT et son orchestre.

leur petit pot favori !

Leurs aînés, qui sont encore trop jeunes pour se promener seuls dans la fête, pourront se retrouver à la « Place aux jeunes », une véritable fête en réduction, avec ses jeux, son cinéma et ses multiples animations.

Pas de fête sans liberté !

Oui, la fête c'est la liberté, celle de débattre des idées et de confronter fraternellement ses différents points de vue.

Pendant trois jours, chacun pourra participer à toutes sortes de débats dans les aires spécialement aménagées.

Des personnalités (écrivains, artistes, journalistes,

scientifiques), des militants d'autres organisations seront parmi nous, pour parler de leurs activités ou pour débattre de leurs conceptions avec tous.

Plusieurs dizaines d'organisations politiques françaises et du monde entier participeront également à la fête.

Des expositions scientifiques variées

Sous le chapiteau scientifique, des expositions multiples présenteront différents thèmes :

— *Savez-vous causer gaulois ?* ou la formation et l'évolution de la langue française.

— *Les maths sans la bosse*, ou comment l'homme a appris à compter et à calculer.

— *Le Soleil.*

— *Des algues aux fleurs*, ou l'évolution des végétaux.

— *Le cerveau.*

— *Purgatorius, Lucy, Habilis et les autres...* ou 70 millions d'années d'histoire des primates jusqu'à l'homme.

De plus, des débats seront organisés avec la participation de membres de la communauté scientifique.

Cinéma non-stop !

Deux cinémas couverts offriront un programme non-stop aux amateurs de cinéma. Ils pourront voir, ou revoir :

— *Hanna K - La guerre du feu*

Au nom de tous les miens - Les princes - Prends 10 000 balles et tire-toi - Lorraine, cœur d'acier - Kagemusha - Le sel de la terre - Une journée particulière - M. le maudit - et bien d'autres encore...

Ça va chauffer à la Cité du Jazz !

Tout au long de la fête, le spectacle et l'animation seront permanents à la Cité du Jazz.

Différents artistes feront apprécier les multiples facettes du jazz. On pourra écouter, entre autres : Alain GIROUX, qui chantera les classiques du blues, le saxophoniste Xavier COBO, les groupes SABLES MOUVANTS et COCKTAIL FANTAISIE.

On pourra danser aux

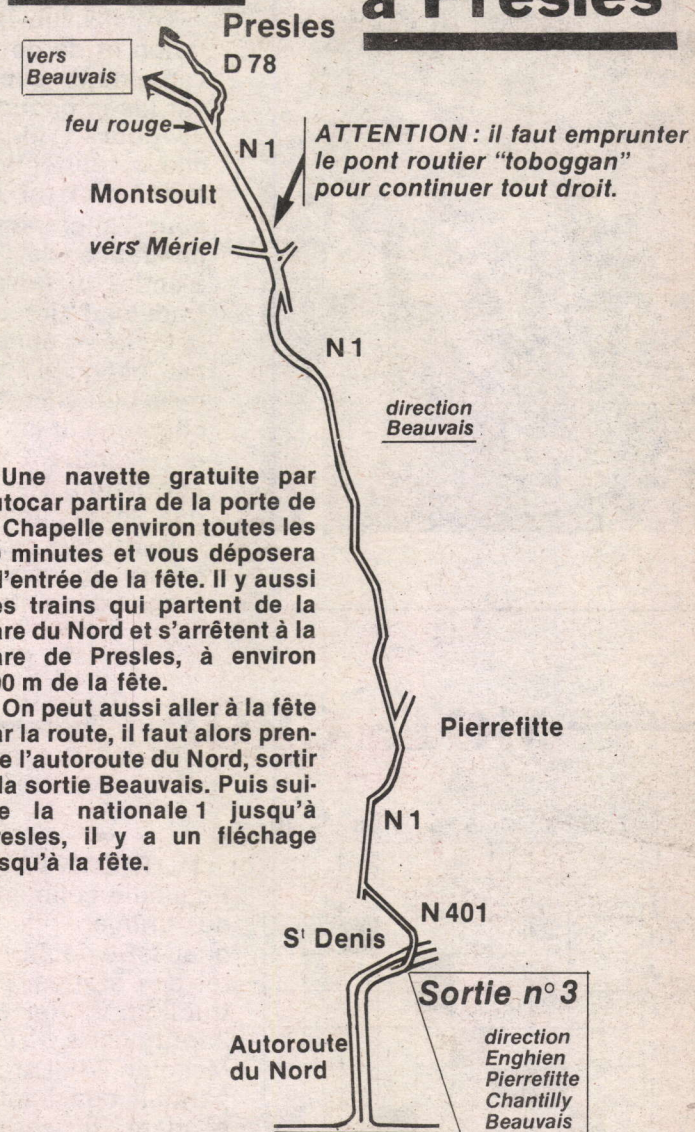
rythmes d'un grand orchestre.

Des animations, des jeux, des vidéos, des expositions, des débats avec des musiciens ou des animateurs radio, permettront aux non-initiés de mieux comprendre la musique de jazz.

On pourra déguster en musique un petit-déjeuner à l'américaine et un grand choix de disques de jazz sera à la disposition du public.

FÊTE

Pour aller à Presles



Une navette gratuite par autocar partira de la porte de la Chapelle environ toutes les 20 minutes et vous déposera à l'entrée de la fête. Il y a aussi des trains qui partent de la gare du Nord et s'arrêtent à la gare de Presles, à environ 800 m de la fête.

On peut aussi aller à la fête par la route, il faut alors prendre l'autoroute du Nord, sortir à la sortie Beauvais. Puis suivre la nationale 1 jusqu'à Presles, il y a un fléchage jusqu'à la fête.

Porte de la Chapelle